

## ARTICLES, Décembre 2008

\*\*\*\*\*

### AUDIOVISUEL

#### La réforme de l'audiovisuel en 5 questions

Article paru dans l'édition du 02.12.08

**Un an après l'annonce par Nicolas Sarkozy d'une grande réforme de l'audiovisuel public, l'Assemblée nationale débat « en urgence » d'un projet de loi. « Le Monde » décortique quelques-uns des principaux enjeux de cette réforme**

Le 8 janvier, Nicolas Sarkozy a annoncé une grande réforme de l'audiovisuel public. Le chef de l'Etat a invoqué la nécessité de libérer les chaînes publiques de la course à l'audience, afin de favoriser leur créativité. Pour cela, il a proposé la suppression de la publicité sur les chaînes de France Télévisions dès le 5 janvier 2009 à partir de 20 heures. Autre objectif de cette réforme : permettre aux chaînes privées françaises de rivaliser avec les grands groupes internationaux, comme Bertelsmann ou Murdoch. Le projet de loi élaboré par le gouvernement suscite de vives controverses tant dans la classe politique que dans le monde audiovisuel. Petit tour d'horizon des questions qui alimentent la controverse.

#### LA RÉFORME FAVORISE-T-ELLE LES CHAÎNES PRIVÉES ?

TF1 et M6 ont accueilli avec satisfaction l'annonce de la suppression de la publicité sur les chaînes publiques. A la différence de la classe politique et du monde audiovisuel, les dirigeants de TF1 n'ont pas été surpris par cette annonce, car ils en sont à l'origine. « Chaîne publique, financement public », est-il écrit dans un Livre blanc rédigé par la « Une » et remis au président de la République fin 2007. Selon les études de plusieurs agences spécialisées, TF1 devrait être la principale bénéficiaire de la suppression de la publicité sur France Télévisions, au détriment de la presse écrite, qui ne ramassera que les miettes. Pour « absorber » ce volume d'heures supplémentaires en publicité, le gouvernement a octroyé une seconde coupure publicitaire aux chaînes privées par tranche de 30 minutes lors de la diffusion de fictions et de films. Un décret autorisera au 1er janvier 2009 le passage de 6 à 9 minutes de publicité par heure sur les chaînes hertziennes et le passage de l'heure glissante à l'heure d'horloge, ce qui permet de concentrer les tunnels de publicité pendant les pointes d'audience.

Pour compenser le manque à gagner de France Télévisions, le projet de loi prévoit de prélever une taxe de 3 % sur la publicité diffusée par les chaînes privées qui ont des recettes publicitaires supérieures à 11 millions d'euros. Mais, en commission spéciale, les députés UMP ont voté un amendement remplaçant la taxe de 3 % par une taxe modulable pouvant varier entre 1,5 % et 3 %. « Ce dont Bouygues a rêvé, Sarkozy l'a fait, et il va même plus loin », s'est indigné le député (Vert) Noël Mamère.

## LE SERVICE PUBLIC EN SORTIRA-T-IL APPAUVRI ?

Le projet de loi prévoit la suppression de la publicité commerciale sur France 2 et France 3 entre 20 heures et 6 heures, puis sa suppression définitive dès la fin 2011. Le principe de la redevance est maintenu : son montant sera indexé chaque année sur le taux de l'inflation. L'Etat s'engage à compenser le manque à gagner par l'instauration d'une taxe sur la publicité diffusée sur les chaînes privées et d'une autre taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques.

Le montant de la redevance en France est resté inchangé (116 euros) depuis 2002. S'il avait été réévalué chaque année sur la base de l'inflation, il s'établirait à 131 euros en 2009. Avec 2,736 milliards de ressources publiques totales affectées à l'audiovisuel public en 2006, la France consacre moins de 45 euros par habitant, alors que l'Allemagne (204 euros de redevance) y consacrait plus de 86 euros par habitant et le Royaume-Uni (196 euros de redevance) 79 euros par habitant.

Le manque à gagner publicitaire pour les chaînes publiques (450 millions d'euros) sera garanti par le gouvernement, avec une somme équivalente inscrite au budget en 2009, 2010 et 2011. C'est-à-dire que, hors redevance, leurs ressources budgétaires resteront constantes, alors que les télévisions privées bénéficieront, pour leur part, d'un « effet d'aubaine » en récupérant une partie du marché publicitaire. Avec la suppression totale de la publicité commerciale, c'est un manque à gagner de 800 millions d'euros au minimum (entre 1 et 1,2 milliard si l'on prend en compte l'augmentation du temps de programmes) qui devra être corrigé, sans garantie de l'Etat. Au risque de fausser considérablement la concurrence.

France 3 fera-t-elle

les frais de la réforme ?

Lors de son annonce de la réforme, Nicolas Sarkozy a assuré que « le périmètre » du service public ne serait pas remis en cause. Aujourd'hui, France Télévisions est structurée autour de cinq chaînes : France 2 (généraliste), France 3 (nationale à vocation régionale), France 4 (pour les 15-34 ans), France 5 (culturelle) et France Ô (outre-mer). En tout, les chaînes du service public captent un peu plus du tiers de l'audience (34 %).

Même si elle n'est pas nommément visée, c'est France 3 qui devrait faire les frais de cette réforme. Avec ses 6 000 salariés, dont 1 600 journalistes, 24 bureaux d'informations régionales et 111 journaux locaux, régionaux et nationaux par jour, France 3 possède la plus grande rédaction de France. Dans le nouveau cahier des charges et des missions de France Télévisions qui doit entrer en vigueur en janvier 2009, France 3 est définie comme une chaîne qui « s'attache à développer l'information régionale et locale et à accroître le nombre d'éditions de proximité ».

Les syndicats de France 3 redoutent que la chaîne perde son identité et soit rétrogradée à « une chaîne régionale à vocation nationale ». Ils dénoncent la volonté du gouvernement de démanteler France 3, qui serait ensuite revendue « par appartements » aux quotidiens de la presse régionale. Les journaux nationaux de la chaîne font pourtant de très bonnes audiences (près de 5 millions de téléspectateurs pour le « 19-20 »).

Patrick de Carolis, PDG de France Télévisions, a réaffirmé que les rédactions nationales de France 2 et de France 3 seraient maintenues. Mais deux députés UMP, Jacques Myard et Lionnel Luca, se sont déclarés favorables à la suppression des journaux télévisés de France 3, qui, selon eux, font « doublon » avec ceux de France 2. « France 3 national, on s'en fout. Il vaut mieux mettre le paquet sur le régional », a affirmé M. Luca.

#### LA NOMINATION DU PDG PAR LE POUVOIR MENACE-T-ELLE L'INDÉPENDANCE DU SERVICE PUBLIC ?

La nomination du PDG de France Télévisions par le président de la République est l'article du projet de loi qui a suscité le plus de polémiques. Dans le rapport remis à Nicolas Sarkozy le 25 juin, la commission Copé, chargée de réfléchir sur l'avenir de la télévision publique, proposait que le PDG du groupe public soit désigné par le conseil d'administration de France Télévisions et non plus par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Ce dernier proposerait seulement une liste de trois noms au nouveau conseil d'administration composé de douze membres. Les parlementaires n'y siègeraient plus. Le PDG serait nommé pour cinq ans, et la durée du contrat d'objectifs et de moyens (COM) négocié avec l'Etat serait calée sur celle du mandat du PDG.

Le président de la République a rayé d'un trait de plume cette proposition. Seul, il a décidé que le PDG serait nommé en conseil des ministres après avis du CSA et sous réserve qu'une majorité qualifiée de parlementaires n'y fasse pas obstacle. « Il faut mettre fin à une hypocrisie. Je ne vois pas pourquoi l'actionnaire principal de France Télévisions, en l'occurrence l'Etat, ne nommerait pas son président », a-t-il dit, en faisant référence aux entreprises publiques comme EDF, la SNCF ou la RATP. « Voilà un système démocratique où on comprend qui fait quoi et comment », a précisé M. Sarkozy.

Cette décision a déclenché une levée de boucliers à gauche, mais aussi dans les rangs de la droite. Jack Ralite, sénateur communiste et membre démissionnaire de la commission Copé, a parlé de « démocrature ». Didier Mathus, député (PS) de la Haute-Saône, a dénoncé la « berlusconisation » de la télévision, et Noël Mamère s'est insurgé contre cette « régression démocratique » et « le fait du prince ».

Mêmes reproches chez François Bayrou, président du MoDem, qui souligne que « la télévision publique n'appartient pas à l'Etat, encore moins au pouvoir ». Même si M. de Carolis a été assuré de poursuivre son mandat jusqu'à août 2010, il n'est pas exclu que M. Sarkozy décide de le révoquer dès la loi votée. « Non, le gouvernement ne souhaite pas un retour à l'ORTF », assure Christine Albanel, ministre de la culture et de la communication.

## L'ENTREPRISE UNIQUE, EST-CE UNE SOURCE D'ÉCONOMIES ?

Le projet de loi crée une unique société nationale de programme dénommée France Télévisions. Actuellement, une société holding coiffe 49 entreprises employant un peu plus de 11 000 salariés pour un chiffre d'affaires de près de 3 milliards d'euros. Cette nouvelle gouvernance doit permettre une « mutualisation des moyens » et une économie d'échelle « de l'ordre de 140 millions d'euros ». Il y aura un unique cahier des charges définissant les missions que devra respecter l'entreprise, les différentes entités n'étant plus désignées en tant que telles. Pour le gouvernement et sa majorité, ce regroupement est la condition nécessaire au passage vers le « média global ».

L'opposition, tout en se déclarant favorable au principe d'une entreprise unique, redoute les conséquences organisationnelles d'une « fusion-absorption » mettant en péril l'identité de chacune des chaînes.

**Daniel Psenny et Patrick Roger**

\*\*\*\*\*

## HISTOIRE / POLITIQUE

### 60 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Document

## Déclaration universelle des droits de l'homme

LE MONDE 2 | 05.12.08 | 14h50 • Mis à jour le 05.12.08 | 15h11

### PRÉAMBULE

*Considérant* que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

*Considérant* que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

*Considérant* qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

*Considérant* qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

*Considérant* que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

*Considérant* qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

#### **ARTICLE PREMIER**

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

#### **ARTICLE 2**

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

#### **ARTICLE 3**

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

#### **ARTICLE 4**

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

#### **ARTICLE 5**

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

#### **ARTICLE 6**

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

#### **ARTICLE 7**

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

#### **ARTICLE 8**

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

#### **ARTICLE 9**

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

#### **ARTICLE 10**

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

#### **ARTICLE 11**

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.
2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

#### **ARTICLE 12**

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

#### **ARTICLE 13**

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

#### **ARTICLE 14**

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

#### **ARTICLE 15**

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

#### **ARTICLE 16**

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.
2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.
3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

#### **ARTICLE 17**

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

#### **ARTICLE 18**

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

#### **ARTICLE 19**

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être

inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

#### **ARTICLE 20**

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

#### **ARTICLE 21**

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

#### **ARTICLE 22**

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

#### **ARTICLE 23**

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

#### **ARTICLE 24**

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

#### **ARTICLE 25**

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.
2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

#### **ARTICLE 26**

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la

paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

#### **ARTICLE 27**

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

#### **ARTICLE 28**

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

#### **ARTICLE 29**

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

#### **ARTICLE 30**

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

\*\*\*\*\*

## **MECEDINE / PSYCHIATRIE**

### **Le retour de la "psychochirurgie"**

LE MONDE | 06.12.08 |

Réduire les troubles obsessionnels compulsifs (TOC) les plus graves par un traitement "psychochirurgical" ? C'est désormais possible, vient d'annoncer un groupe de médecins et de chercheurs coordonné par le docteur Luc Mallet (Inserm, Groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, Paris). Au terme d'un essai clinique sans précédent, mené dans dix services hospitalo-universitaires français de neurochirurgie, cette équipe a publié, le 13 novembre, dans le *New England Journal of Medicine*, les résultats spectaculaires induits par des stimulations intracérébrales profondes.

Cette technique a déjà démontré son efficacité dans certaines formes de la maladie de Parkinson. Après les recherches novatrices menées dans ce domaine par le professeur Alim-Louis Benabid (Inserm, CHU de Grenoble), la France apparaît particulièrement bien placée dans ce nouveau champ de la compétition médicale et scientifique.

En 2002, le Comité national d'éthique français avait donné un accord de principe pour que cette technique expérimentale soit appliquée à des personnes souffrant de TOC résistant à toutes les thérapies comportementales ou médicamenteuses. Cette pathologie psychiatrique, qui concerne environ 2 % de la population, se caractérise notamment par une série d'obsessions permanentes concernant, par exemple, la propreté, l'ordre, ou la symétrie. Les personnes concernées ne peuvent vivre sans effectuer une série de rituels (de rangement, de lavage ou de vérification) qui, dans les cas les plus graves, les occupent chaque jour durant plusieurs heures.

Cet essai avait au départ été motivé par des observations cliniques fortuites : des patients souffrant de la maladie de Parkinson soignés par stimulation intracérébrale avaient indiqué avoir observé une réduction de leurs TOC. Des résultats obtenus à partir de la destruction de certains segments des circuits cérébraux dits "striato-pallido-thalamo-corticaux" ont aussi contribué à la décision de proposer cette approche thérapeutique à 16 malades.

#### CES RESULTATS NE PERMETTENT PAS DE FAIRE L'ECONOMIE D'UN SUIVI PSYCHIATRIQUE

En pratique, les chercheurs ont implanté par voie chirurgicale une électrode au sein de chaque "noyau subthalamique". Ces électrodes sont reliées à un stimulateur - une forme de pacemaker - placé sous la peau au niveau thoracique ou abdominal, qui permet de moduler le signal électrique pour obtenir la meilleure réponse thérapeutique possible. A la différence des approches neurochirurgicales visant à détruire certaines cibles cérébrales - et à la lobotomie, aujourd'hui interdite -, cette forme de stimulation est réversible.

*"Après la chirurgie et au terme de trois mois de stimulation active, 7 patients sur 10 ont montré une amélioration de leur état : plus de 25 % de leurs symptômes ont disparu, précise le docteur Mallet. L'évaluation de l'efficacité du traitement a porté également sur la capacité du patient à retrouver une vie de famille, à tisser de nouveaux liens sociaux ou à reprendre une activité professionnelle."*

Les auteurs de ce travail soulignent prudemment que ces résultats nécessitent encore quelques ajustements. Il leur faut notamment améliorer la finesse des paramètres de stimulation et continuer à acquérir une connaissance très fine de la cartographie des régions cérébrales concernées. En toute hypothèse, ces résultats ne permettent pas de faire l'économie d'un suivi psychiatrique et psychologique des malades.

*"Ces résultats fournissent de nouvelles et solides données laissant penser que les personnes souffrant des formes les plus graves de TOC pourront bientôt être prises en charge en routine, comme dans le cas de la maladie de Parkinson, des tremblements essentiels ou de la dystonie", explique le professeur Benabid, aujourd'hui conseiller de la recherche et de la technologie du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). D'autres indications sont d'ores et déjà très sérieusement à l'étude, en France ou à l'étranger. "Il s'agit notamment des tableaux dépressifs sévères ou de formes rebelles d'épilepsie, précise M. Benabid. Cela concerne aussi des crises hautement douloureuses dites de "migraines en grappe", qui affectent de manière récurrente des personnes présentant alors des déformations du visage."*

La stimulation cérébrale profonde pourrait aussi s'attaquer, sur la base de résultats expérimentaux obtenus sur des rongeurs et des singes, à des pathologies contemporaines répandues telles que la boulimie et l'anorexie. Les résultats de travaux chinois, plus ou moins respectueux des règles éthiques occidentales, concernant le traitement de formes sévères d'addiction, commencent même à circuler dans les cénacles des spécialistes.

En France, des essais pourraient bientôt être lancés chez des personnes souffrant de formes débutantes de la maladie d'Alzheimer pour obtenir une prévention de la perte des fonctions mnésiques. Si les résultats se révèlent positifs, la question sera pleinement ouverte de savoir si la même technique permettra non pas de corriger les anomalies, mais bien d'améliorer les performances de la mémoire humaine.

Jean-Yves Nau

\*\*\*\*\*

## ENVIRONNEMENT

### Plan climat : pas d'accord, mais des progrès

LEMONDE.FR avec AFP | 06.12.08 |

Les négociations avec les pays de l'Est sur le plan climat européen ont enregistré des "progrès" mais du chemin "reste à faire", a affirmé samedi 6 décembre à Gdansk le président français Nicolas Sarkozy. "Nous ne sommes pas encore au bout de la discussion mais nous avons progressé", a déclaré M. Sarkozy, au cours d'une conférence de presse commune avec les dirigeants de neuf pays de l'Est, dont la Pologne, avec qui il a eu un déjeuner de travail.

"Aujourd'hui, j'ai bon espoir qu'on puisse y arriver même s'il reste du chemin à faire. Nous sommes en pleine négociation, il y a des équilibres à trouver. On a encore huit jours, c'est bien suffisant pour obtenir un accord", a-t-il ajouté. "Des propositions ont été faites, certaines me semblent très raisonnables", a-t-il expliqué, sans rentrer dans les détails. La France espère faire adopter le paquet énergie climat par les 27 à Bruxelles les 11 et 12 décembre.

#### DISCORDE SUR LA MISE AUX ENCHÈRES DES QUOTAS DE CO2

"On s'approche du but mais on doit encore régler certains points", a de son côté déclaré le premier ministre polonais Donald Tusk. "Nous avons obtenu un cadre de dérogation pour une période plus longue", a-t-il ajouté, évoquant la date de 2019 sans autre précisions. Dépendante à plus de 90 % du charbon pour sa production d'électricité, la Pologne estime que certaines mesures du "paquet énergie climat" pourraient fragiliser son économie. Après avoir brandi la menace du veto, elle souffle le chaud et le froid depuis des mois sur les négociations.

Le principal point de discorde porte sur la mise aux enchères des quotas de CO2, actuellement gratuits, à partir de 2013. Nombre d'Etats membres, parmi lesquels plusieurs pays de l'Est, réclament une période de transition. L'Europe s'est fixé un triple objectif pour 2020 : réduire de

20% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation et faire 20% d'économies d'énergie. Les négociations européennes, et en particulier le mini-sommet de Gdansk, sont scrutées à la loupe à Poznan, où se tient depuis le 1<sup>er</sup> décembre la 14<sup>ème</sup> conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui vise à tracer la voie d'un accord mondial pour l'après 2012.

\*\*\*\*\*

## "La crise économique nous donne l'occasion de réexaminer le modèle de la croissance"

LE MONDE | 06.12.08 |

**Vous présidez le Groupe intergouvernemental des experts du climat (GIEC). Alors que la conférence des Nations unies sur le climat se poursuit à Poznan, en Pologne, pensez-vous que la crise économique est une bonne chose, puisqu'elle réduit les émissions de gaz à effet de serre ?**

Oui, mais seulement temporairement. Si l'on veut modifier fondamentalement le rythme des émissions, des changements structurels sont nécessaires. La crise économique peut nous donner l'occasion de réexaminer le modèle de la croissance économique, particulièrement dans le secteur de l'énergie.

### **Les politiques peuvent-ils saisir cette occasion ?**

En Europe, il y a toujours eu une volonté substantielle d'agir. Et le président Obama a clairement dit qu'il voulait remodeler l'économie en créant deux millions et demi d'emplois "verts".

### **Que penser du fait qu'il est possible de trouver des sommes énormes pour sauver les banques, mais très difficile de financer la lutte contre le réchauffement ?**

Le monde a des priorités très biaisées : on est prêt à dépenser énormément pour guérir une crise, mais pas à dépenser un peu pour éviter la crise ! Cela montre que, malheureusement, les politiciens se focalisent sur les mesures à court terme et négligent le long terme. Mais je pense que la crise actuelle est si sérieuse que les leaders et le public trouveront logique de se concentrer sur le problème du long terme.

### **Y compris les millions de gens qui vont perdre leur emploi ?**

De nouveaux emplois seront créés dans le secteur de l'efficacité énergétique ou des énergies renouvelables. Cela signifie que les travailleurs qui perdront leur travail devront se former à de nouveaux métiers.

### **Nos pays sont-ils prêts à réduire leur consommation d'énergie ?**

Je ne vois pas comment ils pourraient continuer sur le chemin actuel. Pour l'instant, le pétrole est revenu à moins de cinquante dollars. Mais dans un an, il peut atteindre à nouveau des sommets, si la demande redémarre. Donc, il est dans l'intérêt des pays consommateurs de réduire leur consommation de combustibles fossiles.

### **Le scientifique réputé James Hansen dit que la planète a déjà franchi le seuil de déséquilibre. Qu'en pensez-vous ?**

C'est un jugement de valeur. Le problème de base est que plusieurs régions du monde, les petits Etats insulaires et les zones côtières à faible élévation, sont déjà en danger. Le GIEC a dit clairement que nous devrions stabiliser le réchauffement à 2 °C. Pour y parvenir, nous avons peu de temps : en 2015, il faudra commencer à réduire les émissions.

### **Sur quoi le GIEC travaille-t-il ?**

Nous préparons notre cinquième grand rapport et un rapport sur les énergies renouvelables.

### **Pourquoi pas un rapport sur les économies d'énergie ?**

On en parlera, mais nous nous concentrons sur les énergies renouvelables.

Propos recueillis par Hervé Kempf

\*\*\*\*\*

## **ENVIRONNEMENT**

# **L'extinction des ampoules à incandescence programmée pour 2012**

LEMONDE.FR avec AFP | 08.12.08 |

L'Union européenne a fixé, lundi 8 décembre, un calendrier pour bannir progressivement les ampoules classiques à incandescence, ont indiqué des sources diplomatiques. Leur succéderont des ampoules halogènes plus performantes, ou des "fluo-compactes" dites aussi lampes basse consommation (LBC), consommant jusqu'à 80 % de moins d'énergie.

Dès le 1<sup>er</sup> septembre 2009, les ampoules traditionnelles de 100 watts disparaîtront des magasins de l'UE, ont décidé les experts mandatés par les Vingt-Sept. Un an plus tard, les ampoules à incandescence de 75 watts connaîtront le même sort, suivies deux ans plus tard par celles de 60 watts. Le 1<sup>er</sup> septembre 2012 sonnera la fin de ce processus par étapes avec le retrait des dernières de 40 et 25 watts. Les halogènes les moins performants, de classe "C" dans le classement énergétique européen, cesseront eux d'être vendus le 1<sup>er</sup> septembre 2016, ont décidé les experts.

La décision de l'UE devra encore être soumise pour avis seulement au Parlement européen, pour être ensuite formalisée au printemps par la Commission.

Environ 85 % de l'éclairage domestique est aujourd'hui considéré comme peu efficace d'un point de vue énergétique. Or l'amélioration de l'efficacité énergétique de 20 % d'ici 2020 est l'un des grands objectifs du plan climat-énergie de l'UE.

Plus chères à la fabrication et à l'achat, les ampoules fluo-compactes ont une durée de vie nettement supérieure. La Commission a calculé qu'elles permettent aux ménages d'économiser

50 euros en moyenne par an par rapport à des ampoules classiques. A l'échelle de l'UE, l'économie atteindrait chaque année 5 à 10 milliards d'euros.

\*\*\*\*\*

## **SOCIETE / MEDIA**

# Internet de plus en plus présent dans le quotidien des Français

LEMONDE.FR | 10.12.08 |

En 2008, l'usage d'Internet s'est encore accru dans la société française, surtout grâce aux offres "triple play" qui permettent d'accéder à Internet, au téléphone et à la télévision avec la même connexion. Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) a rendu publics, mercredi 10 décembre, les [résultats](#) de son enquête sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française, réalisée pour le compte de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ([Arcep](#)) et du Conseil général des technologies de l'information ([CGTI](#)).

Ainsi, 67 % des Français de plus de 18 ans disposent d'un ordinateur à domicile contre 64 % en 2007. Parmi eux, quasiment tous sont connectés à Internet, puisque 58 % (contre 53 % en 2007) des personnes interrogées déclarent disposer d'une connexion. Le bas-débit a quasiment totalement disparu : seulement 2 % des Français l'utilisent encore. L'écrasante majorité des internautes dispose ainsi d'une connexion ADSL, souvent associée à une offre "triple play".

Ce sont les plus de 60 ans et les Français les plus pauvres qui sont les moins connectés. Ainsi, seuls 14 % des plus de 70 ans et un tiers des personnes qui appartiennent à un foyer disposant d'un revenu mensuel inférieur à 900 euros disposent d'une connexion à leur domicile.

## **LE RETOUR DE LA TÉLÉPHONIE FIXE**

Autre constat, l'Internet sur téléphone portable ne progresse toujours pas. Seulement 6 % des possesseurs de téléphone portable déclarent l'utiliser pour aller sur Internet, et encore moins pour regarder la télévision (2 %).

L'année 2008 est également marquée par le retour de la téléphonie fixe. Alors que le nombre de personnes qui disposent d'une ligne fixe ne cessait de reculer depuis 1997, il est remonté pour la première fois à 85 % de la population cette année. C'est encore une fois le développement des offres "triple play", qui passent par une ligne fixe, qui explique ce retour. A contrario, la téléphonie par ordinateur, via des logiciels comme Skype, plafonne à moins d'un Français sur dix. La téléphonie mobile progresse encore, avec 78 % des personnes interrogées qui déclarent posséder un téléphone portable, trois points de plus que l'année dernière.

Le "triple play" fait également sentir ses effets sur la télévision : 17 % des Français déclarent recevoir la télévision par ADSL contre seulement 10 % l'année dernière. Associée à la hausse de la réception par Télévision numérique terrestre (TNT), qui est reçue par un tiers des Français en 2008, ce mode de diffusion ronge progressivement les parts de marché de la réception hertzienne, descendue à 68 % en 2008.

Enfin, l'étude revient sur les pratiques des internautes français. Plus de sept millions de Français (14 % de la population) auraient un blog ou un site Internet en 2008. Le taux monte même à 53 % chez les adolescents. Par ailleurs, Une personne sur quatre déclare avoir téléchargé de la musique en 2008, un chiffre certainement en dessous de la réalité, la plupart des téléchargements étant illégaux. Les Français sont aussi de plus en plus nombreux à faire des achats sur Internet (38 %), mais l'utilisation de la télé-administration (notamment la déclaration de revenus en ligne) s'est stabilisée en 2008.

Malgré cette progression des usages, les Français restent parfois sceptiques sur certaines évolutions apportées par le Web. Interrogés sur leur média préféré pour suivre l'actualité, ils placent la télévision largement en tête (64 %), loin devant la radio (13 %), la presse écrite (11 %) et Internet (10 %).

## Jean-Baptiste Chastand

---

### Méthodologie

L'enquête du Credoc a été réalisée en juin 2008, pour la neuvième année consécutive. Un échantillon représentatif de 2 221 personnes de 12 ans et plus a été interrogé au cours d'entretiens en face à face.

\*\*\*\*\*

## SOCIETE

Enquête

### Le temps des centenaires

LE MONDE 2 | 12.12.08 |

Contrairement à ce que pourraient suggérer les récentes célébrations organisées à Paris pour ses 100 ans, Claude Lévi-Strauss n'est pas un oiseau rare. Pas plus que le grand cinéaste portugais Manoel de Oliveira, 100 ans lui aussi, ou Sœur Emmanuelle, morte juste avant d'atteindre le siècle. Autrement dit : si ces personnes sont remarquables, c'est évidemment par leur œuvre et pas tant par leur longévité. Car les recensements montrent que les centenaires sont de plus en plus nombreux – assez pour produire leurs stars et attirer l'attention des scientifiques. Qui sont ces humains qui défient les lois du temps ? Un siècle entier dans la tête et le poids du monde sur chaque jambe, deux guerres, des mains qui tremblent, des refrains

que plus personne ne connaît, une poignée de bonheurs et plein de souvenirs – autant qu'il en faut pour tenir des journées dans un fauteuil. Si petits, si fragiles qu'ils semblent déjà presque effacés du monde des vivants. Pourtant, les centenaires fascinent : ils campent aux avant-postes. Menacés, vulnérables, ils n'en sont pas moins la pointe avancée de l'humanité.

Sur eux se concentrent toutes les interrogations et les inquiétudes liées aux limites de la longévité, mais aussi au vieillissement de la population. Moins exceptionnels qu'autrefois et néanmoins pas tout à fait comme les autres, tant le cap du siècle continue de susciter étonnement, admiration ou effroi. Prenant la mesure de leur augmentation vertigineuse, démographes, médecins, sociologues, se penchent de plus en plus sur cette population traversée par des constantes (la surreprésentation des femmes) et d'étonnantes variantes (dans les modes de vie et de prise en charge différant selon les cultures).

Une règle, cependant : partout, leur statut a changé avec l'explosion de leur nombre. En quelques décennies, les centenaires sont passés d'une cohorte minuscule à une très grande famille. En France, on n'en recensait qu'une centaine en 1900, et plus de 20 000 en 2008, selon l'Insee, soit l'un des chiffres les plus élevés du monde. Amorcée vers la fin des années 1960, cette progression concerne probablement toutes les régions du monde, même si les statistiques fiables manquent pour de nombreux pays. Plus encore que les données actuelles, ce sont les projections qui stupéfient : la France devrait compter 60 000 centenaires en 2050 selon l'INED, voire 150 000 à 160 000 pour des estimations prenant en compte les évolutions récentes. Quant au Japon, où les plus de 100 ans sont déjà 36 000 (dont 86 % de femmes), on pourrait en trouver presque un million au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle. Selon les démographes, leur évolution serait de l'ordre du doublement tous les dix ans dans de nombreux pays, quand ce n'est pas plus : en France, il a été multiplié par trois dans la dernière décennie, et au Japon, par quatre. Pour autant qu'on puisse voir si loin, dans cette équation à multiples inconnues, un peu plus de la moitié des fillettes nées en 2000 atteindrait la centaine !

Autrefois considérés comme des êtres d'exception, les centenaires d'aujourd'hui sont en passe de se banaliser. Monsieur et madame tout-le-monde peuvent atteindre le siècle, à l'instar de la vedette mondiale des centenaires, la terrible Jeanne Calment, morte à 122 ans, en 1997. Et que sait-on d'eux ? Pas grand-chose. En dehors des éternelles questions sur leurs secrets de longévité, ils sont rarement abordés pour ce qu'ils sont : des individus à part entière. Des êtres humains qui peuvent avoir perdu l'usage de leurs yeux, de leurs oreilles ou de leurs jambes, mais pas forcément celui de leurs émotions ni de leur intelligence (25 à 30 % des centenaires français sont en bon état du point de vue cognitif). Et qui, dans la variété de leurs personnalités singulières, manifestent certains traits communs.

La première chose qui frappe, quand on les rencontre, c'est leur physique. Centenaire, ce n'est pas tout à fait comme vieux, ou même très vieux. C'est échapper à l'ordre des choses, y compris dans l'apparence. Presque tous ont perdu de la surface corporelle, de l'épaisseur, comme si une partie d'eux s'était déjà retirée. Ce qu'exprime très bien Germaine, 100 ans tout juste, qui ne veut pas donner son nom : *"Avant, j'étais une personne de 62 kilos. Je représentais quelque chose, à 62 kilos, non?"* Elle vous regarde par en dessous, roulant des

yeux pâles, des yeux de théâtre, avec une vitalité ahurissante. *"Et maintenant, devinez combien ? 48 ! Je me force à manger, sinon on va m'emmener dans un cercueil."*

En plus de ses manières drolatiques et de sa poignée de main vigoureuse, Germaine, qui vit seule dans un quartier populaire de Lyon, possède une langue claire, articulée, remarquablement précise, comme de nombreux centenaires. C'est qu'un tiers de leur vie s'est déroulé avant le début de la seconde guerre mondiale, autrement dit à une époque où l'on s'exprimait assez différemment de maintenant. Non seulement ils parlent de manière très distincte, mais ils émaillent la conversation de termes désuets. Une *"contraction d'organes"* peut avoir provoqué la stérilité, le train s'appelle encore le *"chemin de fer"* et le journal télévisé les *"actualités"*. De plus, le politiquement correct ne les a pas atteints : à l'occasion, certains d'entre eux se lâchent sans aucune inhibition, évoquant les immigrés ou les différences sociales avec une brutalité qui surprend.

### **DE PLAIN-PIED DANS LE PRÉSENT**

Au fond, de quel temps sont-ils ? Bien sûr, il paraît presque impossible de rester inscrit dans une époque à laquelle on ne participe plus, ou alors de si loin. Mais à la question *"Ce temps est-il encore le vôtre ?"*, pas un seul ne répond par la négative. *"Mais oui, je suis de cette époque, même si je n'approuve pas tout,"* affirme Ella Clausen, délicieuse centenaire danoise rencontrée dans sa maison de retraite d'Odense. *Je ne voudrais pour rien au monde retourner en arrière : on vit beaucoup mieux aujourd'hui."* Christiane Balleydier, pensionnaire dans une maison de retraite en banlieue lyonnaise, explique de son côté que *"l'époque est tellement compliquée, c'est très difficile de s'y habituer"*, mais n'exprime aucun désir d'en changer. Quant à Félix Rollet (103 ans) et à son épouse (99 ans), tous les deux à leur domicile, ils se sentent de plain-pied dans le présent. *"La vie actuelle a son intérêt,"* explique M. Rollet, ancien adjoint à l'urbanisme de trois maires de Lyon successifs, dont Edouard Herriot. *Je pense à mes années de jeunesse avec plaisir, mais je ne les regrette pas."* L'affliction n'est pas au vocabulaire de ce couple hors du commun. *"La nostalgie ? Connais pas,"* coupe Mme Rollet, qui se réjouit d'avoir eu *"une vie assez rigolote"*.

Pleine de rebondissements, sans doute, mais pas toujours facile. Résistant, Félix Rollet a été arrêté par la milice, expédié à Montluc puis à Fresnes. Pendant ce temps, sa femme a dû se débrouiller tant bien que mal, en encadrant des colonies de vacances où les enfants criaient famine. Les parcours bordés de roses ne font pas nécessairement les centenaires. Germaine a travaillé comme tisseuse de soie à la Croix-Rousse, à Lyon, dès l'âge de 14 ans. Et Ella Clausen n'a jamais pu finir l'école, en dépit des supplications de son instituteur. *"J'ai travaillé comme fille de ferme à 11 ans, mes parents n'avaient pas de quoi payer un vélo pour que je puisse aller à l'école."*

Mme Balleydier a eu sa part de tourment, elle aussi. C'est même ça, pense-t-elle, qui l'a maintenue en vie si longtemps. Plusieurs frères et sœurs morts jeunes (dont deux des suites de la Grande Guerre), des difficultés financières, ses vieux parents sur les bras pendant des années : *"Je me disais : Dieu doit me donner du bonheur. Il faut égaliser un peu les affaires !"* Pour ce qui est des guerres, deux tout de même, elle ne les mentionne pas directement quand elle parle

des écueils de son existence. Ni même lorsqu'elle songe aux drames qui l'ont marquée. Le *Titanic*, oui, ou encore un meurtre commis dans une grande famille lyonnaise au milieu des années 1920, mais pas les guerres. On dirait qu'elles font partie des malheurs évidents, trop généraux pour être signalés, comme dilués dans des parenthèses de tragédie collective. Pourtant, ce n'est pas l'intérêt pour les affaires du monde qui leur manque, même quand ils jettent un œil sévère sur leur temps – notamment au sujet des questions de mœurs.

Félix Rollet lit plusieurs journaux chaque jour et Justine Peyrouse, bientôt 104 ans, suit, autant que ses yeux le lui permettent, les journaux télévisés. *"J'aime bien"*, dit-elle en se ranimant tout à coup. Mme Peyrouse n'est pas dans un *"bon jour"*, nous a-t-elle informés gentiment, quand on est entré dans sa chambre. *"En colère dedans."* Et alors, pourquoi les informations ? *"Mais il faut bien se tenir au courant !"* Elle se révolte, très en colère pour le coup. *"Autrement je serais là, comme une bête."* Parce que les journées sont longues, quand on est coincé entre lit et fauteuil. En arrivant dans le très grand âge, on entre aussi dans un autre temps, presque une autre dimension. *"Pour eux, tout ne va pas de plus en plus vite comme pour les adultes plus jeunes, note Christine Swane, sociologue danoise spécialiste des centenaires. Ils ne pensent pas le temps comme nous, qui lui voyons une direction. Ils sont dans une sorte de dissolution du temps."*

Dans ce temps sans temps, marqué par une grande lassitude pour certains, la vie résiste. Elle a même la vie dure, au grand désarroi de ceux qui l'hébergent, à leur corps défendant parfois. *"Je trouve le temps long, je ne sers plus à rien"*, se plaint Justine Peyrouse, qui séjourne depuis quatre ans dans une maison de retraite. L'utilité sociale est évidemment l'une des clés du désir de vivre encore : pouvoir rendre service ou même seulement intéresser, en racontant les histoires du passé. Mais dans la perception du vieillissement, les hommes et les femmes ne sont pas logés à la même enseigne.

C'est en tout cas l'une des observations de Frédéric Balard, chercheur à l'unité Démographie et santé de l'université Paul-Valéry de Montpellier. Pour sa thèse sur "les plus âgés des âgés", soutenue en 2008, ce jeune anthropologue a suivi des individus nés entre 1905 et 1915. *"Les premiers à connaître une expansion massive du très grand âge, note-t-il. Enfants, ils n'ont jamais rencontré de centenaires. Eux-mêmes sont encore relativement exceptionnels, à l'échelle de leur village ou de leur quartier, et pourtant, ils sont les premiers d'une grande série à venir."* Comme tous les démographes qui s'intéressent au sujet, il a remarqué que les femmes sont beaucoup plus nombreuses à atteindre le grand âge, mais proportionnellement en moins bonne santé que les hommes. Surtout, il a mis en évidence que les femmes et les hommes ont des attitudes extrêmement différentes face au vieillissement. *"Les hommes veulent lutter contre les stigmates de la vieillesse, souligne l'anthropologue. Pour eux, vieillir c'est ne plus pouvoir travailler, bouger, etc. Alors ils s'acharnent à montrer qu'ils taillent la vigne à 86 ans ou qu'ils marchent tous les jours une heure et demie avec leur canne. Les femmes, elles, sont dans une logique opposée : elles cherchent moins à préserver leur image, elles se laissent vivre, elles acceptent mieux le vieillissement. Elles plient, comme des roseaux, quand eux tentent de résister, comme des chênes."*

## UNE VIE BORDÉE DE TOMBES

Il se trouve, par ailleurs, que les femmes sont très souvent celles qui tiennent le foyer, assumant une grande partie du service aux autres – en particulier les soins prodigués à un conjoint malade ou à des parents âgés. Pour elles, avancer en âge signifie parfois se trouver enfin libre, même si aucune ne le formule de cette manière. C'est entre les lignes que l'on peut attraper certaines choses, par exemple quand Ella Clausen affirme avoir *"bien aimé vieillir"*. Vivre chez elle (jusqu'à 98 ans), avec son jardin, ses fleurs, ses enfants et ses petits-enfants pas trop loin. Un peu plus tôt, elle a glissé dans la conversation que son mariage n'avait pas été sans nuages. L'homme qu'elle a épousé, très jeune, pour sortir de sa condition de domestique, lui avait menti. *"Il m'avait dit qu'il avait un travail fixe, alors qu'il était journalier, raconte-t-elle sans acrimonie particulière. Si j'avais su ça, je ne l'aurais pas épousé."* Bernard Jeune, médecin épidémiologiste du vieillissement et chercheur à l'université du sud du Danemark, à Odense, commente : *"Il m'a souvent semblé que les femmes vivaient peut-être plus longtemps pour pouvoir profiter enfin d'un temps sans charge, un peu plus libre."* Evoquant l'une des deux supercentenaires (les personnes âgées de plus de 110 ans) qu'a comptées le Danemark, il ajoute : *"Elle avait soigné son mari, un invalide de guerre, avant de devenir veuve et de vivre jusqu'à 111 ans. Elle disait : "J'ai été libre à partir de 80 ans." Très âgée, elle jouait encore au foot avec ses petites-filles."*

Ce qui n'empêche pas ces grands vieillards de regretter leurs morts. Tous vivent dans une sorte de cimetière géant, entourés de tombes : parents, conjoints, frères et sœurs, amis et même enfants, bien souvent. Est-ce très difficile ? *"Vous savez, ils ne sont pas tous morts d'un coup, remarque l'une d'entre eux. Ils s'en vont par petits paquets, on s'habitue..."* La plupart du temps, ils affirment ne pas avoir peur de la mort en elle-même. *"Je demande juste à ne pas souffrir"*, glissent-ils dans un souffle. En attendant, certains savourent leur incroyable résistance, s'amusent même à en rajouter sur leur solidité, leur vaillance. Et se réjouissent, visiblement, de cette victoire sur le temps, petit pied de nez à la face de la mort.

**Raphaëlle Rérolle**

\*\*\*\*\*

## MEDIA & SOCIETE

### Les clichés des journalistes citoyens convoités sur le Web

LEMONDE.FR | 10.12.08 |

Les premières photographies des attentats de Londres, du tsunami en Asie du Sud-Est ou plus récemment des attentats de Bombay ont toutes été prises par des photographes amateurs. Souvent simplement mises en ligne gratuitement, elles ont parfois été vendues très cher à des médias friands de ces clichés d'amateurs pris sur le vif des événements, bien avant l'arrivée des

photographes professionnels. Et Internet offre de plus en plus de possibilités de vendre ces clichés.

Exemple avec le *Bild Zeitung*, le célèbre tabloïd allemand, qui [propose](#) depuis le 4 décembre à ses lecteurs d'acheter une caméra spéciale pour 70 euros. Maniable, très légère, mais de faible qualité, elle est censée accompagner les "lecteurs-reporters" du *Bild* partout, afin qu'ils saisissent tout type d'événement. Reliée à un ordinateur, elle propose directement de se connecter au site du journal pour lui transférer les vidéos. Avec à la clé, un gain de 100 à 500 euros pour une publication de capture d'écran dans l'édition papier, et de 1 000 euros si le film est sélectionné comme "*vidéo de la semaine*" sur le site.

En France, [Voici](#) s'engage, plus modestement, sur la même voie. Depuis septembre, le site de l'hebdomadaire propose d'envoyer ses photographies, avec une rémunération plus modeste : 10 euros pour une publication sur le site Internet, 100 euros sur la version papier, sans exclure le "cas par cas" pour les scoops. Les photos people sont logiquement les plus recherchées. Le partenaire de l'opération, le site [Citizenside](#), présent depuis 2006 sur ce marché en France, propose de se faire l'intermédiaire entre les internautes et les grands médias en vendant les clichés ou les vidéos, moyennant une commission de 25 à 50 % du prix de vente.

Citizenside est devenu célèbre début 2008 lorsqu'un internaute est passé par lui pour vendre les images de Jérôme Kerviel lors de sa garde à vue. La vidéo du trader de la Société générale a été vendue plus de 100 000 euros à *Paris Match*, indique le rédacteur en chef du site, Aurélien Viers, recruté en février pour que l'équipe puisse s'étoffer d'un journaliste "*capable de vérifier la véracité des images*". Aurélien Viers explique que Citizenside reçoit "*entre 400 et 500 photos par jour*", mais le nombre de celles qui sont vendues "*n'est pas énorme*".

L'idée attire cependant les médias traditionnels : fin 2007, l'Agence France Presse est entrée dans le capital de Citizenside. Mais le contenu du site reste très tourné vers la France, la qualité des photographies est inégale et le people occupe une large part, représentant "*25 % des ventes en volume*", selon Aurélien Viers. Si ce dernier assume de travailler pour "*la presse qui marche*", il récuse l'idée d'un site "*trash*" et assure avoir "*déjà jeté directement des photos de vie privée*".

En Grande-Bretagne, le site [Demotix](#) propose des photos de très bonne qualité, qui couvrent relativement bien l'actualité de l'ensemble de la planète. Il prélève une commission de 30 % sur celles qu'il parvient à vendre. Son fondateur, Turi Munthe, espère obtenir des images de lieux où les photographes professionnels ne peuvent pas toujours se rendre, notamment les pays où la censure sévit. "*Cette initiative est une réponse à la diminution massive de la couverture des informations internationales par les médias. Nous voulons faire de nos street reporters une source pour les grands médias*", a-t-il affirmé au site [journalism.co.uk](#). Mais le site entend également servir de plate-forme de vente pour les photographes free-lance ou débutants, à la manière d'une agence de photos.

Cela pose en tout cas la question du modèle économique. Le site néerlandais [Skoeps](#), malgré son succès d'audience, a ainsi dû fermer en mai, faute d'avoir trouvé un modèle viable après deux ans d'existence.

**Jean-Baptiste Chastand**

\*\*\*\*\*

## HISTOIRE

# Des milliers de Turcs demandent "pardon" aux Arméniens

LE MONDE | 19.12.08 | ISTANBUL CORRESPONDANCE

En quatre jours, plus de 13 000 Turcs ont signé la pétition lancée, lundi 15 décembre, sur Internet. *"Ma conscience ne peut pas accepter que l'on reste indifférent et que l'on nie la "grande catastrophe" subie par les Arméniens ottomans en 1915, dit le texte d'introduction. Je rejette cette injustice et, pour ma part, je partage les sentiments et les peines de mes frères et soeurs arméniens. Je leur demande pardon."*

Ces excuses adressées aux victimes du génocide de 1915 ont été formulées par quatre intellectuels issus de la gauche turque : l'économiste Ahmet Insel, le professeur de sciences politiques Baskin Oran, le spécialiste des questions européennes, Cengiz Aktar, et le chroniqueur, Ali Bayramoglu. Le mot génocide n'apparaît pas, l'expression *"grande catastrophe"*, utilisée par les Arméniens, lui a été préféré.

Mais cette initiative inédite de la société civile est un pas supplémentaire dans le rapprochement entre Turcs et Arméniens, opéré ces derniers mois, notamment depuis la visite à Erevan du président de la République, Abdullah Gül, en septembre. *"Cela montre qu'il y a au moins 13 000 personnes qui ne croient pas dans la propagande officielle, constate Cengiz Aktar. Mais il faut y aller doucement. Sur ces terres où ont été commis des massacres, la mémoire a été gommée et remplacée par le négationnisme."*

Sans surprise, les réactions haineuses ont fusé de toutes parts à l'annonce de cette campagne. *"Une blague"*, selon Ertugrul Özkök, le rédacteur en chef du quotidien nationaliste *Hürriyet*, voire *"un acte de trahison"*, pour la députée du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), Canan Aritman. Une soixantaine de diplomates à la retraite ont estimé, eux, qu'il s'agissait d'une initiative *"inacceptable, fausse et défavorable aux intérêts de la nation. Une telle tentative, incorrecte et partielle est irrespectueuse pour notre histoire et revient à trahir notre peuple"*, ont-ils écrit. Pour le député du Parti de l'action nationaliste (MHP), Deniz Bölükbası, *"si quelqu'un doit s'excuser, ce sont les intellectuels et les Arméniens. Ils devraient s'excuser pour les atrocités dont ont souffert des milliers d'Anatoliens"*.

Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'a pas été le moins virulent. *"Je ne l'accepte pas, je ne la soutiens pas. Nous n'avons commis aucun crime, donc nous n'avons pas besoin de nous excuser"*, a-t-il riposté, mercredi. Certains intellectuels, tels Nuray Mert ou Murat Belge, critiquent eux aussi cette logique de repentance.

Plus mesuré, le président Abdullah Gül, loin de condamner la pétition, a estimé que chacun était libre de donner son opinion. Même tonalité au ministère des affaires étrangères : *"Nous n'avons pas à réagir contre cela"*, répond un porte-parole, mettant en évidence des divergences au sein du gouvernement.

Les intellectuels à l'origine de ces excuses publiques reçoivent, eux, depuis quelques jours, des tombereaux d'insultes et de menaces de mort. Pas de quoi les décourager pour autant. *"C'est une ligne de crête en Turquie, souligne Cengiz Aktar. Ce qui est nouveau, c'est que ce qui n'était qu'un débat d'intellectuels devient les prémices d'un débat public."*

Baskin Oran souligne, lui, la nécessité pour la fière Turquie de se doter d'une *"culture du pardon"*. Un mot encore difficile à entendre. *"C'est une chose qui n'existe pas chez nous, admet Uraz, un étudiant qui envisage de signer la pétition. Mais on vit sous ce régime qui n'accepte pas la réalité historique et si cela ne change pas, c'est un peu de notre faute."*

**Guillaume Perrier**

\*\*\*\*\*

## **RELIGIONS / SOCIETE**

Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, spécialiste de l'islam et du fait religieux, "L'Islam mondialisé" (Seuil, 2002)

### **Les religions à l'épreuve de la mondialisation**

LE MONDE | 20.12.08 |

Entretien avec Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, spécialiste de l'islam et du fait religieux, "L'Islam mondialisé". Internet et les télévisions satellitaires ont peu à peu distendu les liens traditionnels entre les religions et leurs territoires d'origine. Le catholicisme et l'orthodoxie en souffrent. Le protestantisme et le salafisme en profitent. Quant au retour du religieux, il est à relativiser.

**En dépit de leur ancrage traditionnel dans des cultures et des territoires, les religions semblent ne pas échapper aux effets de la mondialisation. Dans votre dernier ouvrage, La Sainte Ignorance, le temps de la religion sans culture (Seuil, 276 p., 19 euros), vous expliquez que la globalisation s'est emparée du religieux, provoquant ou accompagnant des mutations inédites dans ce domaine. De quelles transformations s'agit-il ?**

La mondialisation a créé un marché du religieux. Aujourd'hui, les produits religieux circulent et les religions ne s'arrêtent plus aux frontières. Résultat : alors que traditionnellement les religions se sont connectées aux cultures, voire ont créé du culturel, elles se détachent de leurs territoires et de leur culture d'origine.

On pourrait penser que ce phénomène est lié aux déplacements de population, mais seuls 3 % de la population mondiale bougent. Cette mobilité des marqueurs religieux n'est donc pas une conséquence de l'immigration. Elle se produit aussi sur place, grâce à des contacts directs par Internet. De manière inédite, on a donc des conversions massives et individuelles dans toutes les religions ; une nouveauté par rapport aux conversions collectives traditionnelles, qu'elles aient été libres ou contraintes

Mais, pour qu'un produit soit accessible partout et au plus grand nombre, il faut qu'il soit standardisé. S'il est trop identifié à une culture donnée, il ne se vendra pas en dehors de cette culture. D'où le phénomène de déculturation. La connexion entre marqueur culturel et marqueur religieux devient flottante, instable. Le lien traditionnel entre une religion et une culture s'efface : un Algérien n'est plus forcément musulman, un Russe orthodoxe, un Polonais catholique. Un musulman du Maghreb peut avoir accès à une prédication évangélique protestante sans contact physique avec un pasteur au coin de sa rue. Une étude réalisée au Maroc a d'ailleurs montré que 30 % des gens qui se sont convertis au protestantisme l'ont fait grâce aux prédications d'une chaîne de télévision évangélique diffusant en arabe. Autre exemple : le marqueur islamique "hallal" (licite) se pose aujourd'hui sur des marqueurs culturels qui ne sont pas connectés à sa culture d'origine ; d'où l'apparition des hamburgers ou des sushis hallal.

### **Dans ce contexte, certaines religions s'en tirent-elles mieux que d'autres ?**

Les religions très territorialisées n'arrivent pas à se globaliser, à s'exporter ; c'est le cas de l'orthodoxie russe, par exemple, qui est connectée à une culture, à une nation. Dans une certaine mesure, c'est aussi le cas de l'Eglise catholique, qui a eu le souci de se territorialiser (culte de saints locaux) et de s'inscrire au cœur des cultures concrètes. Les chrétiens d'Orient sont en crise car leurs Eglises reposent sur un communautarisme de type ethnique, alors qu'on a, sur ces mêmes terres musulmanes, le développement d'un protestantisme évangélique et donc l'apparition de nouveaux chrétiens d'Orient.

Dans le christianisme, ce sont toutes les formes d'évangélisme qui s'adaptent le mieux à cette nouvelle réalité ; le pentecôtisme en étant le produit le plus pur. Dans l'islam, c'est le cas du salafisme. Les protestants et les salafistes sont très à l'aise dans la déterritorialisation car le lieu de culte n'y a pas d'importance. Pour les protestants, ce qui prime, c'est "*l'esprit saint*" qui, par définition, souffle où il veut.

De son côté, l'Eglise catholique, qui prend la crise de plein fouet, tente de la contrer : le pape parle de plus en plus de culture et de moins en moins d'avortement. Il rappelle régulièrement que le christianisme s'est formaté dans l'hellénisme, que les racines de l'Europe sont chrétiennes... Mais il est confronté à une contradiction : comment dire à la fois que la culture

européenne a perdu Dieu et qu'elle est chrétienne ? Et comment défendre au niveau universel un catholicisme associé à la culture occidentale, à l'heure où le catholicisme bascule au Sud ?

Par ailleurs, faute de territoire, la notion de communauté de foi prend une grande importance : aujourd'hui, on est dans la communauté ou on est en dehors. Il y a de moins en moins de valeurs communes entre croyants et incroyants, comme le montrent les débats sur la bioéthique. Tout l'espace de l'entre-deux disparaît : le religieux doit être explicite et l'adhésion complète. D'où le développement dans les fondamentalismes contemporains des procédures "d'excommunication".

### **Est-ce un "retour du religieux" ?**

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un retour ; les religions qui marchent sont des formes récentes. Dans l'islam, le salafisme vient du wahhabisme de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les christianismes, l'évangélisme vient des mouvements de réveil du XVIII<sup>e</sup>, et dans le judaïsme, hassidisme et harédisme sont issus du mouvement de revivalisme du XVIII<sup>e</sup>. Les fondamentalismes prétendent souvent revenir aux premiers temps de la révélation, mais en fait leurs origines sont récentes ! A mon sens, on assiste à une mutation. Il s'agit davantage d'une reformulation du religieux qu'à un retour à des pratiques ancestrales délaissées pendant la parenthèse de la sécularisation.

Retour voudrait aussi dire que des gens qui ont cessé d'être croyants redeviennent croyants. C'est vrai pour les *born again* ; mais d'une manière générale, y a-t-il une augmentation de la pratique ? Ce n'est pas sûr. On a sans aucun doute une visibilité, voire une plus grande exhibition, du religieux. Mais on constate aussi que plus les jeunes catholiques vont aux Journées mondiales de la jeunesse, moins ils s'inscrivent dans les séminaires. Là, on est face au déclin du religieux institutionnel. Je ne vois pas dans l'exhibition des signes religieux une force montante. Vouloir se montrer est plutôt une conséquence de l'intériorisation du fait minoritaire. Une nouvelle perception qui explique aussi en partie la multiplication des procès pour "blasphème" ou diffamation.

### **Déculturation, déterritorialisation : ces nouvelles réalités s'accommodent-elles du clash des civilisations ?**

Elles discréditent la théorie du choc des civilisations, que l'on appelle aussi choc des cultures ou choc des religions, ce qui suppose d'ailleurs une égalité entre les trois notions. Cette théorie part de l'idée que toute culture est fondée sur une religion et que toute religion est incarnée dans une culture. Or le contexte actuel va à l'encontre de ceux qui pensent que l'on ne peut pas dissocier culture occidentale et christianisme, et que donc les autres religions ne rentrent pas dans le moule. La mondialisation est bien le moule commun.

Pour les partisans de cette théorie, le fondamentalisme serait une réaction identitaire culturelle ; le salafisme serait l'expression d'un islam dépassé par l'occidentalisation. Pour moi, c'est le

contraire : les fondamentalismes sont la conséquence d'une crise de la culture et non pas l'expression d'une culture.

**Justement, quels rapports les fondamentalistes, qui dans toutes les religions ont le vent en poupe, entretiennent-ils avec la culture ?**

Les fondamentalismes sont ceux qui se sont débarrassés de la culture. Ils définissent le religieux comme en opposition à la culture et rejettent tout ce qui s'est passé entre les "fondements", les origines, et maintenant, c'est-à-dire la culture. Par exemple, les salafistes veulent s'en tenir aux *hadiths* (les "récits" du Prophète) et, à leurs yeux, la culture est au mieux inutile, au pire, elle éloigne de la religion. Une œuvre d'art détourne de Dieu. Ignorer une culture perçue comme païenne est donc un moyen de sauver la pureté de sa foi. C'est la sainte ignorance.

C'est d'autant plus vrai que les croyants se vivent désormais comme des minoritaires environnés par une culture profane, athée, pornographique, matérialiste, qui a choisi de faux dieux : l'argent, le sexe ou l'homme lui-même. Porté à son extrême, ce refus de la culture profane se transforme en une méfiance envers le savoir religieux lui-même, et les nouveaux croyants privilégient souvent le témoignage, l'extase, l'émotion... Ainsi, d'une certaine manière, les saints ignorants contribuent à l'épuisement du religieux.

Plus largement, la déconnexion entre culturel et religieux, qui intervient dans un contexte de sécularisation, fait apparaître le religieux comme du pur religieux. C'est-à-dire que le religieux lui-même voit la culture comme profane ou païenne, notamment depuis les années 1960. Jusque-là, même s'ils ne les justifiaient pas de la même manière, croyants et non-croyants partageaient les mêmes valeurs. Désormais, la société profane va se mettre à produire des valeurs perçues comme contraires aux religions : la libération sexuelle, le refus de la différence des sexes... Le religieux va être amené à se définir comme du pur religieux : cela l'amène à dire par exemple que l'avortement ou le mariage homosexuel "*c'est mal, parce que c'est contre la loi de Dieu*". Le pur religieux, c'est quand la norme religieuse est découplée de la morale sociale. Régulièrement, le pape déplore que la morale profane ne soit plus habitée par l'esprit de Dieu ou la morale religieuse ; c'est pour cela qu'il définit la culture contemporaine comme une culture de mort.

Parallèlement, et cela est tout à fait nouveau, la culture profane occidentale n'a plus de savoir religieux. Les gens qui ne vont pas à l'église ne connaissent rien du religieux, alors que les anticléricaux du début du XX<sup>e</sup> siècle ne connaissaient que trop la culture catholique !

L'enjeu est de taille car, faute de comprendre les croyants, l'ignorance profane a tendance à voir dans le religieux une folie ; elle l'envisage comme un phénomène à réduire et, ce faisant, elle contribue à réduire l'espace de la démocratie.

**Propos recueillis par Stéphanie Le Bars**

\*\*\*\*\*

## ENVIRONNEMENT

# L'ingénierie du climat, un remède controversé

LE MONDE | 22.12.08 | SAN FRANCISCO (Californie) ENVOYÉ SPÉCIAL

La géo-ingénierie est à la mode. En 2006, dans deux publications distinctes, deux célèbres spécialistes de l'atmosphère, Paul Crutzen et Thomas Wigley, remettaient au goût du jour ce fantasme né pendant la guerre froide : manipuler le climat. Sans l'objectif, cette fois, de fournir à un pays un avantage stratégique sur ses adversaires, mais avec celui de refroidir artificiellement la Terre pour contrecarrer le réchauffement...

Cette levée du tabou, voilà deux ans, a initié une multiplication des recherches sur ce thème. Le congrès de l'American Geophysical Union (AGU), qui s'est achevé vendredi 19 décembre à San Francisco (Californie), a ainsi reçu, cette année, deux fois plus de contributions sur la géo-ingénierie qu'en 2007. Cet engouement ne traduit toutefois pas un enthousiasme des chercheurs. Bien au contraire : la majorité des travaux exposés ont pour but d'explorer les dangers et les inconnues d'un principe pourtant parfois présenté comme le remède miracle, simple et peu coûteux, au changement climatique.

Plusieurs procédés, des plus rudimentaires aux plus sophistiqués, sont imaginés. Envoi de sondes-parasols entre le Soleil et la Terre, brassage artificiel des océans pour favoriser leur activité biologique, donc le pompage de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) atmosphérique, dispersion dans certaines régions océaniques d'immenses plateformes flottantes blanches pour réfléchir le rayonnement solaire...

Mais le dispositif le plus étudié est celui proposé par le Néerlandais Paul Crutzen en 2006. *"Il s'agirait de larguer au moins un million de tonnes de soufre (...) dans la stratosphère, la couche de l'atmosphère située entre 10 et 50 kilomètres d'altitude, à l'aide de ballons lancés depuis les tropiques, expliquait-il alors dans un entretien au magazine La Recherche. Une fois à ce niveau, ces composés sont brûlés de manière à obtenir du dioxyde de soufre. Lequel est ensuite converti en particules de sulfate de moins d'un micromètre de diamètre."*

Ces particules, en réfléchissant une part du rayonnement solaire, feraient baisser rapidement la température moyenne de la Terre. L'effet serait une chute de cette température de l'ordre d'un degré Celsius, sur une à deux années. Après quoi l'opération devrait être renouvelée. Certains inconvénients sont bien connus : multiplication de pluies acides, possible réduction de la couche d'ozone stratosphérique...

D'autres procédés sont moins documentés. Alan Robock (université Rutgers, New Jersey) et son équipe ont simulé, dans un modèle numérique, l'injection de quantités variables de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) à diverses latitudes, en particulier aux plus hautes. Avec l'idée qu'une géo-

ingénierie limitée à l'Arctique pourrait ralentir la réduction des glaces polaires et n'avoir que peu de conséquences sur le reste de la planète.

*"De précédents calculs suggéraient que, si l'injection se faisait au-dessus de l'Arctique, les sulfates y demeurerait plus ou moins, explique-t-il. Mais ce n'est pas ce que nous observons." Le déplacement progressif des sulfates aux latitudes plus basses ferait chuter l'insolation des tropiques. Résultat : "Cela perturberait les moussons asiatique et africaine, essentielles pour les agricultures locales, reconnaît Alan Robock. Cela risquerait de réduire les ressources alimentaires de milliards d'individus."*

Une autre simulation de géo-ingénierie atmosphérique, présentée au congrès de l'AGU et menée par des chercheurs du Met Office britannique, conclut, elle aussi, à des réductions de précipitations de l'ordre de 15 % en moyenne sur l'Amérique du Sud, avec une réduction maximale de 30 % des pluies sur le bassin amazonien.

*"C'est une question de gestion des risques, estime David Keith (université de Calgary, Canada). Le problème revient à échanger un risque contre un autre." Moyennant des questions cornéliennes. La montée certaine du niveau des mers est-elle plus "risquée" que la réduction probable des précipitations ? Surtout, s'interroge Alan Robock, "qui aurait la main sur le thermostat ? Qui déciderait de ce que devrait être le climat supposé "idéal" ?" La création d'un organisme international fondé à répondre à de telles questions n'irait pas de soi.*

*"Au mieux, la géo-ingénierie pourrait nous donner un peu de temps pour faire baisser les émissions, mais ce n'est en aucun cas un remède, explique David Keith. Par exemple, cela ne résout pas la question cruciale de l'acidification des océans." Ceux-ci, en effet, tendent à devenir acides en absorbant une part du CO<sub>2</sub> atmosphérique excédentaire, processus qui pourrait menacer la survie de certains mollusques et planctons.*

A la question des risques énormes que représenterait une manipulation du climat à l'échelle mondiale, s'ajoute celle - plus simple - de sa faisabilité. Dans sa proposition de 2006, Paul Crutzen tablait sur l'utilisation de ballons envoyés dans la haute atmosphère. L'équipe d'Alan Robock s'est fondée sur les technologies aujourd'hui disponibles pour estimer le coût d'une telle opération. Pour injecter dans la basse stratosphère un million de tonnes de soufre sous forme de sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S), il faudrait lâcher plus de 30 000 ballons par jour, chacun emportant une cargaison d'une centaine de kilos et coûtant environ 1 700 dollars (1 200 euros). Soit un budget excédant une vingtaine de milliards de dollars (14 milliards d'euros) par an. Ce budget pourrait toutefois être considérablement revu à la baisse si les flottes de certains avions militaires pouvaient être assignées à cette mission.

Richard Tusco, professeur à l'université de Californie, à Los Angeles, qui présentait au congrès de l'AGU une étude de faisabilité des techniques de géo-ingénierie atmosphérique, ne croit pas à cette dernière solution. En imaginant un scénario consistant à diffuser des particules réfléchissantes - constituées d'un matériau peu susceptible de perturber, au contraire du soufre,

la chimie atmosphérique -, "il faudrait, estime le scientifique, de nombreux aéroports, des flottes d'avion et un réseau de prévisions météorologiques spécialement dédiés au projet."

**Stéphane Foucart**

---

**PAUL JOZEF CRUTZEN.**

Spécialiste de la chimie de l'atmosphère, il est le plus célèbre des scientifiques travaillant sur la géo-ingénierie. Néerlandais, âgé de 75 ans, il a obtenu le prix Nobel de chimie, en 1995, pour ses travaux sur la responsabilité des polluants d'origine humaine dans l'altération de la couche d'ozone. C'est lui qui a proposé le terme "anthropocène" pour désigner la période au cours de laquelle l'homme est devenu une "force géophysique", dont il fixe le début aux années 1800.

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE**

### **La crise pourrait faire de 20 à 25 millions de chômeurs d'ici à 2010**

LEMONDE.FR avec AFP | 22.12.08 |

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) prévoit "20 à 25 millions" de chômeurs en plus dans le monde d'ici à 2010 à cause de la crise, dont 8 à 10 millions au sein de l'OCDE, a déclaré, lundi 22 décembre, son secrétaire général, Angel Gurría. Le secteur de la construction, dont l'activité "s'est arrêtée de manière brutale", sera particulièrement touché, atteignant de plein fouet des pays comme l'Espagne ou l'Irlande.

La zone OCDE, qui compte trente pays, développés pour la plupart, "est en récession au quatrième trimestre", et le restera "au moins pour les deux premiers trimestres de 2009, et beaucoup de pays sur la majorité de 2009", a poursuivi M. Gurría. "On envisage une récupération fin 2009, et une croissance faible courant 2010", a-t-il précisé.

#### **UNE RELANCE "VERTE"**

Pour tenter de relancer l'économie, M. Gurría juge qu'il y a "de la marge" en Europe pour baisser encore les taux d'intérêt, d'autant plus que "l'inflation va diminuer constamment à cause de la très faible demande" actuelle. L'Europe devrait "aller au-delà" de ce qu'elle a annoncé pour le montant de son plan de relance, à savoir environ 1,4 % de son produit intérieur brut (PIB), car "tous les autres grands pays ont prévu d'aller au-delà", a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ont prévu un plan de relance de l'ordre de 5 % de leur PIB, "les Chinois ont annoncé 15 %" sur plusieurs années et les Japonais "un programme de 2 à 3 % du PIB", a énuméré M. Gurría. La grande question est de savoir si ces plans de relance "aideront à

*compenser les pertes d'emploi*", a relevé le secrétaire général de l'OCDE, qui recommande que ces mesures soient "vertes" et favorisent le développement de technologies ou de comportements aidant à lutter contre le réchauffement climatique.

Le Bureau international du travail avait prévenu dès fin octobre que la crise financière risquait d'accroître de 20 millions le nombre de chômeurs dans le monde, qui pourrait atteindre un record historique de 210 millions de personnes fin 2009.

---

## La crise touche aussi Internet

Après une croissance de 4 % en 2008, le secteur des nouvelles technologies de l'information devrait lui aussi pâtir de la crise économique, estime l'OCDE. D'après ces prévisions, l'industrie des semi-conducteurs connaîtra une chute de 6 % en 2009, après une hausse de 2,2 % en 2008.

\*\*\*\*\*

## ECONOMIE

Olivier Blanchard, chef économiste du Fonds monétaire international (FMI)

### "Il faut éviter que la récession ne se transforme en Grande Dépression"

LE MONDE | 23.12.08 |

La conjoncture mondiale se dégrade à toute allure et le Fonds monétaire international (FMI) se prépare à abaisser encore ses prévisions de croissance qu'il estimait, début novembre, à 2,2% pour l'année 2009. Olivier Blanchard, le chef économiste du Fonds depuis le 1er septembre, ne cache pas sa crainte d'une dépression mondiale et appelle les gouvernements à muscler leurs plans de relance.

**Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, pousse les gouvernements à multiplier les dépenses budgétaires pour soutenir la croissance. Or, le Fonds était un grand ennemi des déficits. Pourquoi ce revirement?**

Il n'y a pas de revirement. A circonstances différentes, remèdes différents. Nous sommes en présence d'une crise d'une amplitude exceptionnelle, dont la principale composante est un effondrement de la demande. Les indices de confiance des consommateurs et des entreprises n'ont jamais autant chuté depuis qu'ils existent. Du jamais-vu ! A partir du mois d'octobre, une paralysie des intentions de dépenses s'est déclenchée de façon soudaine et mondiale.

Les mois qui viennent vont être très mauvais. Il est impératif de juguler cette perte de confiance, de relancer et, si nécessaire, de remplacer la demande privée, si l'on veut éviter que la récession ne se transforme en Grande Dépression. Bien sûr, en temps normal, nous aurions recommandé à l'Europe de diminuer ces déficits. Mais nous ne sommes pas en temps normal.

### **Y a-t-il d'autres mesures à prendre ?**

A ce stade, deux types de mesure sont nécessaires. D'abord les mesures dont on vient de parler pour rétablir la confiance, et relancer la demande. Cela implique d'utiliser les outils monétaires et budgétaires. Mais aussi, des mesures destinées à réparer le système financier. Les banques continuent à réduire leurs crédits aux particuliers comme aux entreprises ou aux pays émergents. Il n'y aura pas de redémarrage de la croissance sans que ce problème soit résorbé.

### **Que faire en matière financière ?**

Il faut que les institutions financières reconnaissent leurs pertes et clarifient leurs bilans. Elles le font certes, mais trop lentement, ce qui introduit de l'incertitude et continue d'inquiéter les investisseurs. Les Etats doivent aider au processus, en incitant ou en forçant les banques à se séparer de leurs actifs douteux. Quand ceci sera fait, beaucoup de ces institutions seront clairement sous-capitalisées. Il faudra injecter de l'argent frais. Si les investisseurs privés ne le font pas, les Etats doivent le faire. Pas à fonds perdus, mais en prenant une participation, sous forme d'actions. Si réparer le marché du crédit privé prend trop de temps, il faut que les Etats soient prêts à se substituer, au moins partiellement et temporairement, au crédit privé. Par exemple, en rachetant du papier commercial comme le fait la Réserve fédérale américaine.

### **On en voit mal les effets. Pourquoi ?**

Le principe de ces mesures a, en effet, été accepté par tous les pays depuis la réunion du G20 à Washington et le sommet européen de l'Elysée qui ont eu lieu à la mi-octobre.

Malheureusement, elles sont mises en œuvre trop lentement. Le comportement des autorités américaines a manqué de cohérence et de clarté. En Europe, les bilans des banques sont encore partiellement fictifs et le rachat d'actifs porte sur des quantités négligeables.

Le résultat est que les banques continuent à liquider leurs positions. Non seulement chez elles, mais aussi à l'étranger. Elles rapatrient dans des proportions considérables les capitaux qu'elles avaient placés à l'étranger. On estime que leurs créances sur les pays émergents atteignaient 4000 milliards de dollars [2872 milliards d'euros]. Mille milliards de dollars auraient quitté ces pays dans les derniers mois.

### **Le FMI a parlé de la nécessité de consacrer 2 % du produit brut mondial à ces plans. Cela sera-t-il suffisant ?**

Il faut que les gouvernements et les banques centrales indiquent clairement qu'ils sont prêts à tout faire pour éviter une nouvelle Grande Dépression. Pour le moment, une expansion budgétaire de 2 % paraît suffisante. Mais, si les circonstances l'exigent, il faut que les Etats soient prêts à faire plus, 3 % ou plus si nécessaire. Il faut y réfléchir dès maintenant, car ce n'est pas facile de dépenser efficacement de telles masses d'argent !

### **Quelles formes doit prendre cette relance budgétaire ?**

Il vaut mieux que la relance intervienne par l'augmentation des dépenses publiques que par la diminution des recettes publiques. Autrement dit, les constructions de ponts ou les rénovations d'écoles risquent d'avoir plus d'effets sur la demande que des réductions d'impôts que les ménages sont tentés de transformer en épargne de précaution.

Si on diminue les impôts ou si on augmente les transferts, il vaut mieux cibler les populations victimes du chômage ou surendettées. Elles en ont plus besoin et elles le dépenseront aussitôt, contribuant à la reprise de l'activité économique. La baisse temporaire de la TVA, mesure adoptée en Grande-Bretagne, ne me paraît pas une bonne idée ; 2% de moins ne sont pas perçus par les consommateurs comme une réelle incitation à dépenser. En revanche, la prime à l'automobile décidée en France donne de fortes incitations et me paraît une bonne idée.

### **Malgré le caractère éphémère de ses effets ?**

L'important, c'est de soutenir l'activité et de relancer la confiance maintenant. Les six mois qui viennent sont capitaux. Si l'Allemagne ne participait pas suffisamment à cette relance, beaucoup d'autres pays hésiteraient aussi à le faire et ce serait désastreux pour l'Europe.

### **Les pays émergents doivent-ils faire de même ?**

Face à la baisse de leurs exportations, ils y ont tout intérêt. La Chine a annoncé un plan dont on connaît mal la réalité, mais on peut penser qu'elle fera plus si nécessaire. L'Inde, qui a une moins grande marge de manœuvre budgétaire, s'y met aussi.

Beaucoup de pays émergents font face au danger supplémentaire que le retrait des capitaux étrangers amène à une crise de change et une fuite générale des capitaux. Dans beaucoup de pays, la taille potentielle d'une telle fuite de capitaux peut représenter la moitié du produit intérieur brut... Ceci représente beaucoup d'argent. Multiplié par le nombre de pays potentiellement exposés, on parle de milliers de milliards de dollars, un montant bien supérieur à ce que le Fonds peut avancer. Il faut d'urgence réfléchir et mettre en place les moyens de mobiliser les liquidités nécessaires, si besoin était.

\*\*\*\*\*

## **SOCIETE / CONSOMMATION**

### **Les enfants sont-ils trop gâtés à Noël ?**

LE MONDE | 23.12.08

Les enfants sont-ils trop gâtés à Noël ? A l'heure où la crise pousse les ménages à réduire leurs dépenses, la question peut sembler incongrue, voire déplacée. Et pourtant, selon une étude publiée en novembre par le cabinet Deloitte, les Français prévoient d'offrir moins de cadeaux aux amis. En revanche, les enfants seront préservés.

*"Noël représente l'exercice parental par excellence, remarque Patrice Huerre, médecin-chef du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital d'Antony (Hauts-de-Seine). J'observe, dans mes consultations, des parents très modestes qui vont proportionnellement se mettre en grande difficulté financière pour faire plaisir à leur enfant."*

Cependant, d'un bout à l'autre de l'échelle sociale, les problématiques sont différentes. *"Pour les moins favorisés, il s'agit de compenser une existence difficile, d'apporter un peu bonheur, de faire en sorte que leurs enfants se sentent comme les autres, poursuit le psychiatre. Pour les plus aisés, il existe de plus en plus une confusion entre, d'une part, la quantité de cadeaux et leur prix, et, d'autre part, la qualité du don, c'est-à-dire l'attention portée aux attentes de l'enfant."*

Dans un monde où la compétition fait rage, les sentiments tendraient à s'apprécier à l'aune des performances, des biens matériels et de leur valeur monétaire. *"Ainsi, l'enfant aura de plus en plus tendance à estimer sa valeur aux yeux de ses parents à l'aune des cadeaux qu'il reçoit, tandis que les parents estimeront la valeur de leurs enfants à l'aune de ses résultats scolaires",* considère Patrice Huerre.

Cet aspect comptable des sentiments masquerait la difficulté des parents à exprimer leur amour et leur affection, mais aussi leur culpabilité face à leur manque de disponibilité. Les chambres seraient de plus en plus encombrées de cadeaux et les parents de moins en moins présents dans la relation.

*"Quand on fait trop de cadeaux, il faut se poser la question de pourquoi on le fait",* renchérit Béatrice Copper-Royer, psychologue clinicienne. A-t-on du mal à traduire ses sentiments en mots, en gestes ? A-t-on l'impression de ne pas être assez présent pour son enfant ? Cherche-t-on à réparer sa propre histoire avec des souvenirs de Noël qui n'auraient pas été à la hauteur de ses attentes ?

La place de l'enfant dans nos sociétés modernes est de plus en plus forte. *"L'abondance de cadeaux témoigne aussi du fait que l'enfant est très investi, poursuit M<sup>me</sup> Copper-Royer. Le lien affectif qui le relie à ses parents apparaît très sûr, très puissant dans un univers où les relations amoureuses sont devenues de plus en plus instables."* Les parents ont un désir très fort de ne pas décevoir leurs bambins, de s'assurer de leur amour.

A l'excès, ce souci de plaire peut déséquilibrer la vie familiale. *"La plupart des enfants savent que Noël est un jour exceptionnel, estime Didier Pleux, psychologue clinicien. En revanche, ceux que j'appelle les enfants-rois risquent d'être confortés dans l'idée qu'ils peuvent tout avoir."* Pour Didier Pleux, ces enfants qui ont pris le pouvoir à la maison seraient de plus en plus nombreux. Aux anniversaires, ils invitent de nombreux enfants, non pas tant pour le plaisir de la rencontre, que pour collectionner les cadeaux. *"Le sens de l'autre est en train d'en prendre un coup, considère le psychologue. Il faut rétablir la notion de partage. Je dis souvent aux parents de demander aux enfants s'ils ont prévu de faire, eux aussi, des petits cadeaux à leur famille."*

Victime du marketing, la liste envoyée au Père Noël ressemblerait de plus en plus à un bulletin de commande. *"Bien sûr, il faut respecter les désirs des enfants, mais pourquoi s'interdire un cadeau surprise en ayant réfléchi aux centres d'intérêt de son enfant ?"*, considère Didier Pleux.

Pour Patrice Huerre, il est toujours précieux de prévoir un jouet qui se prête aux relations interhumaines, tels que jeux de société, ballon ou panier de basket... Ce ne sont pas de jouets dont les jeunes enfants manquent le plus souvent, mais de jouer en famille. *"Les parents se concentrent sur le travail scolaire au détriment du jeu, poursuit le psychiatre, mais c'est en consacrant un peu de temps régulièrement à jouer avec son enfant que l'on va enrichir sa relation au savoir, au monde, aux autres."*

Faut-il pour autant limiter le nombre de cadeaux ? *"Il n'est pas question d'être rabat-joie, mais on peut aider l'enfant à hiérarchiser ses choix, à faire émerger ses vrais désirs, considère Béatrice Copper-Royer. Pour les moins jeunes, ce peut être l'occasion de discuter du budget et de faire des arbitrages entre des jouets en moins et des vacances en plus."*

Alain Braconnier, psychiatre psychanalyste, est partisan de faire confiance aux bambins. *"Les enfants paraissent envahis de cadeaux, remarque-t-il. Mais, très vite, ils vont en sélectionner deux ou trois qui correspondent à leurs goûts personnels."* Tout ce qui importe, c'est de conserver la magie de Noël.

---

"Place au jeu !", de Patrice Huerre (Nathan, 2007, 143 p., 14,95 €).

"Génération Dolto", de Didier Pleux (Odile Jacob, 2008, 250 p., 22,90 €).

## **Martine Laronche**

---

### **Les Français privilégieront leurs proches**

En période d'économie, les dépenses de cadeaux se resserrent autour de la cellule familiale, selon une étude du cabinet Deloitte réalisée dans seize pays européens et en Afrique du Sud auprès de 18 178 consommateurs représentatifs de la population, dont 2 022 Français.

A la question "Pour qui n'achèterez-vous pas de cadeaux cette année par rapport à l'année dernière ?", les Français répondent en priorité : leurs collègues (56 %), suivis des amis (54 %), des œuvres caritatives (46 %), d'eux-mêmes (46 %), des enfants d'une autre famille (44 %). Les plus épargnés sont leurs parents (23 %), leur conjoint (22 %), leurs enfants (6 %). Pour les enfants de moins de 12 ans, ils prévoient d'acheter en priorité des jeux pour consoles vidéo (14 %) et des jeux créatifs ou de construction (10 %).

\*\*\*\*\*

## ENVIRONNEMENT

# "Penser l'économie comme une filiale de l'environnement"

LEMONDE.FR | 26.12.08 |

nbsp;

*Jacqueline McGlade, scientifique de nationalité britannique, dirige l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), basée au Danemark. L'AEE étudie de façon indépendante l'état de l'environnement dans l'Union européenne (UE) et évalue les politiques publiques qui y sont menées pour le compte de la Commission, du Parlement et des Etats membres. Quelque 170 experts y travaillent.*

**Vous publiez, début janvier, un rapport sur les enjeux pour 2009 en matière d'environnement qui se veut beaucoup plus accessible au grand public que vos travaux habituels. Quel est l'objectif?**

L'influence des citoyens en 2009 sera cruciale. Ils doivent être informés de ce qui va se passer en décembre à Copenhague, où l'accord qui succédera au protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre sera négocié entre tous les Etats. Les citoyens entendent parler de changement climatique, mais n'ont pas une idée claire des enjeux. Notre objectif est de rendre ceux-ci plus accessibles pour redonner du pouvoir aux citoyens. L'enjeu est considérable. Nous sommes en train de nous écarter dangereusement de notre trajectoire de sécurité. Nos émissions de gaz à effet de serre croissent encore plus vite que dans les scénarios les plus pessimistes.

**Les conséquences du changement climatique restent-elles encore abstraites aux yeux du grand public?**

Oui. Il faut se rendre compte que, jusqu'à présent, nous avons évolué dans un environnement climatique très stable. Une baisse d'un demi-degré en moyenne a suffi pour nous faire entrer dans le petit âge glaciaire. Chaque degré compte. Notre objectif est de stabiliser la hausse des températures à deux degrés supplémentaires. C'est une cible extrêmement ambitieuse, et même avec deux degrés de plus, nous ne vivons pas de la même manière, y compris en Europe. L'eau ne sera plus autant disponible. L'agriculture ne pourra pas être la même. L'industrie touristique devra évoluer. Mais la lutte contre le changement climatique recèle aussi d'importantes opportunités. Par exemple, les mesures de réduction des émissions en Europe nous permettront d'économiser 8,5 milliards d'euros par an dans la lutte contre les polluants atmosphériques. Les économies pour les services de santé en Europe pourraient atteindre 45 milliards d'euros par an.

**La lutte contre le changement climatique ne risque-t-elle pas de passer au second plan au moment où les conditions de vie du plus grand nombre sont menacées par la crise économique?**

Il faut utiliser ce moment pour restructurer l'économie, repenser les fondamentaux. Nous ne devons pas reconstituer le modèle économique précédent. Le *"New Green Deal"* dont parle Barack Obama, qui doit déboucher sur la création de nombreux emplois *"verts"*, ne fonctionnera pas si l'on se contente de remplacer des voitures à essence par des voitures qui roulent aux carburants renouvelables, par exemple. L'économie doit être pensée comme une filiale à 100% de l'environnement, et le prix que nous donnons aux choses réévalué. Si nous prenons en compte le coût véritable de l'eau et des carburants nécessaires à la fabrication et au transport des biens, nous constaterions que les déplacer autour du monde et même en Europe, comme nous le faisons, coûte très cher.

**L'accord récemment conclu par l'UE pour réduire ses émissions de CO2 de 20% d'ici à 2020 a été salué comme une première historique mais aussi critiqué par les organisations non gouvernementales (ONG). Qu'en pensez-vous?**

Les politiques ont effectué un pas en avant extrêmement audacieux. Les ONG peuvent avoir raison de dire que l'accord est tellement compliqué que personne ne sera capable de vérifier son application. Mais il fixe des objectifs si agressifs, si ambitieux qu'il nous force dès maintenant à penser différemment. Le *"business as usual"* ne suffira pas pour les atteindre. A travers la mise aux enchères des quotas des CO2, un prix sera mis sur les émissions polluantes. C'est un début, mais cela ne sera pas suffisant. S'ils veulent atteindre les cibles, les pays vont devoir mettre sur pied des politiques très volontaristes, très vite.

**Pensez-vous que la communauté internationale peut aboutir à un accord satisfaisant à Copenhague?**

Cela dépendra de la pression de l'opinion publique mondiale. Certains signes sont encourageants comme, bien sûr, l'arrivée de l'équipe Obama à la Maison Blanche et l'émergence de nouveaux Etats ou groupes d'Etats qui veulent prendre part à la lutte contre le réchauffement climatique. L'un des grands enjeux de la négociation sera la question du financement et le fonctionnement du fonds d'adaptation [abondé par les pays riches, son objectif est de financer des actions dans les pays confrontés aux conséquences du réchauffement].

Nous devons prendre garde à ce que ce fonds serve bien à ralentir le changement climatique, et à s'y adapter. Nous allons être accusés de néocolonialisme en voulant contrôler l'utilisation qui est faite de cet argent, mais un accès direct des pays en développement au fonds ne vaut pas chèque en blanc. Il faudrait peut-être appliquer le schéma qui prévaut dans l'industrie nucléaire, où il existe des possibilités d'inspection par toutes les parties.

**Propos recueillis par Gaëlle Dupont**

\*\*\*\*\*

## ENVIRONNEMENT

# L'Union pour la Méditerranée définit une stratégie commune pour remédier à la rareté de l'eau douce

LE MONDE | 23.12.08 | MER MORTE (Jordanie) ENVOYÉE SPÉCIALE

Les représentants de trente-deux pays d'Europe et du pourtour méditerranéen ont adopté, lundi 22 décembre, sur les bords de la mer Morte, en Jordanie, une déclaration définissant les principes d'une future stratégie commune de gestion de l'eau en Méditerranée, au moment où la pénurie d'eau s'aggrave dans la région. La conférence, coprésidée par la France, l'Égypte et la Jordanie, était organisée dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM), lancée le 13 juillet.

La question de l'eau "*constitue un véritable test pour l'UPM*", a déclaré le ministre français de l'écologie et du développement durable, Jean-Louis Borloo, qui coprésidait la réunion. "*Si nous parvenons à nous mettre d'accord sur un sujet aussi vital, l'UPM aura fait la preuve de sa légitimité politique*", a-t-il poursuivi.

L'approvisionnement en eau douce est un enjeu crucial en Méditerranée, où les pays des rives méridionale et orientale disposent de très faibles ressources. En 2005, la population méditerranéenne "pauvre" en eau - c'est-à-dire vivant avec moins de 1 000 m<sup>3</sup> par an et par habitant - s'élevait à 180 millions de personnes, soit presque un quart de la population des pays membres de l'UPM. Parmi elles, soixante millions se trouvaient en situation de pénurie (moins de 500 m<sup>3</sup>/an).

Cette situation va en s'aggravant, du fait de la croissance démographique, des conséquences du changement climatique et des pollutions, qui rendent l'eau impropre à la consommation. "*Nous savons qu'au rythme où vont les choses, les ressources en eau disponibles baisseront de façon dramatique et irrémédiable, dans des régions déjà soumises à un stress important*", a affirmé M. Borloo. "*Avec, à la clef, des risques de déstabilisation majeurs*." Dans de nombreuses régions, les fleuves et aquifères sont partagés entre plusieurs pays, ce qui accroît les risques de conflits.

Les États confrontés au manque d'eau cherchent d'abord à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement : multiplication des forages, création de barrages, construction de pipelines. Ces politiques atteignent leurs limites : de nombreux pays surexploitent leurs ressources, compromettant le renouvellement de leurs nappes souterraines, ou puisent dans leurs réserves fossiles.

Peu de gouvernements tentent en priorité d'agir sur la demande en eau, par exemple en réparant les fuites dans les réseaux de distribution ou en améliorant les techniques d'irrigation

agricole, principale consommatrice. Les marges de progrès sont pourtant considérables. Une meilleure gestion permettrait d'économiser un quart de la consommation, selon les travaux du plan Bleu, l'organisme des Nations unies chargé de la Méditerranée.

La déclaration de la mer Morte engage les pays signataires à rationaliser leur usage de l'eau. Selon le texte, la stratégie visera cinq objectifs : adaptation au changement climatique ; équilibre entre offre et demande ; protection et réhabilitation des milieux naturels ; dépollution de la Méditerranée ; technologies et usages efficaces de l'eau. Elle devrait être adoptée en 2010, et s'accompagner de réalisations concrètes et reproductibles, à même de l'incarner.

L'objectif est de rompre avec la logique incantatoire des initiatives euroméditerranéennes précédentes. *"Au lieu de débattre de préfinancements pendant des années, nous voulons partir de projets concrets et aller chercher les financements"*, a affirmé M. Borloo.

Une première liste de projets a été rendue publique. Elle comprend, par exemple, la gestion efficace de l'eau agricole dans la vallée du Jourdain, l'évaluation des risques liés à la remontée du niveau de la mer dans le delta du Nil, l'installation de petites unités de dessalement fonctionnant à l'énergie solaire au Maroc et en Tunisie, le projet de canal reliant la mer Rouge à la mer Morte...

Pour réussir, ce processus devra dépasser plusieurs obstacles, en particulier la réticence des Etats à élaborer des politiques concertées sur une ressource relevant de leur sécurité nationale. Et leur difficulté à remettre en cause des droits de prélèvements et des habitudes acquises de longue date, en particulier dans le secteur agricole.

**Gaëlle Dupont**

\*\*\*\*\*

## **POLITIQUE**

### **Samuel Huntington, auteur du "Choc des civilisations", est mort**

LEMONDE.FR avec AFP | 27.12.08 |

Le politologue américain Samuel Huntington, auteur de l'essai retentissant *Le Choc des civilisations*, est mort le 24 décembre à l'âge de 81 ans, à Martha's Vineyard, dans le Massachusetts, a annoncé samedi l'université [Harvard](#) sur son site Internet.

Samuel Phillips Huntington était né le 18 avril 1927 à New York. Diplômé de la prestigieuse université Yale à 18 ans, il a commencé à enseigner à Harvard à 23 ans. Il ne cessera ses cours qu'en 2007, après 58 ans de bons et loyaux services. Il était l'auteur, co-auteur ou éditeur de 17 ouvrages et 90 articles scientifiques, sur la politique américaine, la démocratisation, la

politique militaire, la stratégie, ou encore la politique de développement, précise l'université dans le message posté sur son site.

Il est surtout connu à l'étranger pour sa vision du monde de l'après-guerre froide marqué par un choc de civilisations, d'abord dans un article publié en 1993 par la revue *Foreign Affairs*, puis dans un livre paru en français sous le titre *Le Choc des civilisations* (Odile Jacob, 1997).

Pour lui, *"dans ce monde nouveau, la source fondamentale et première de conflit ne sera ni idéologique ni économique. Les grandes divisions au sein de l'humanité et la source principale de conflit sont culturelles. Les Etats-nations resteront les acteurs les plus puissants sur la scène internationale, mais les conflits centraux de la politique globale opposeront des nations et des groupes relevant de civilisations différentes. Le choc des civilisations dominera la politique à l'échelle planétaire. Les lignes de fracture entre civilisations seront les lignes de front des batailles du futur"*. Et pour Samuel Huntington, les civilisations se définissent par rapport à leur religion de référence, le christianisme, l'islam, le bouddhisme, etc.

### **"CHOC DES CIVILISATIONS" CONTRE "FIN DE L'HISTOIRE"**

Cette théorie constituait une sorte de réponse à l'un de ses anciens élèves, Francis Fukuyama, qui, quelques années plus tôt, publiait un livre intitulé *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* (Flammarion, 1992). Fukuyama y développait la thèse selon laquelle, après la chute du communisme, le seul espoir de l'humanité se situait dans la démocratie libérale et l'économie de marché et que cette évolution vers la modernité était *"inexorable"*.

*The Clash of Civilizations*, traduit en 39 langues, a fait l'objet de nombreuses controverses. Les uns ont reproché à son auteur de peindre un Occident assiégé par des civilisations hostiles, sans tenir compte de la *"stupéfiante interdépendance de notre époque"*, comme l'écrivait l'intellectuel palestinien vivant aux Etats-Unis Edward Said, dans un point de vue publié par *Le Monde*, sous le titre "Le choc de l'ignorance". D'autres, au contraire, se sont appuyés sur *"le retour des religions"* pour justifier la position d'Huntington, qui, dans le dernier chapitre de son livre, imagine les islamistes en possession de l'arme nucléaire. Les "huntingtoniens" se sont sentis confirmés dans leur crainte par les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone.

Huntington lui-même commentait avec modestie : *"Les événements donnent une certaine validité à mes théories. Je préférerais qu'il en aille autrement."*

\*\*\*\*\*

## **POLITIQUE / HISTOIRE**

Débat

# Rétrocontroverse : 2001, le 11-Septembre et la guerre des civilisations

LE MONDE | 24.08.07 |

Le débat a commencé bien avant le 11 septembre 2001. Il a été lancé par un professeur à Harvard, inconnu du grand public. En 1993, Samuel Huntington publie, dans la revue *Foreign Affairs*, un article sur le "conflit des civilisations" (*clash of civilizations*) qu'il développe un peu plus tard dans un livre. La fin de la guerre froide n'annonce pas une ère radieuse dans laquelle le doux commerce propagerait la démocratie dans le monde, comme le croyait Bill Clinton, conformément à l'espoir des "hamiltoniens" - du nom d'une école de pensée américaine en politique étrangère - mais un conflit entre grandes civilisations occidentale, chinoise et musulmane, écrit en substance Huntington.

C'est une sorte de réponse à l'un de ses anciens élèves, Francis Fukuyama, qui a publié quelques années plus tôt un livre intitulé *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* (Flammarion, 1992). Francis Fukuyama développait la thèse selon laquelle, après la chute du communisme, le seul espoir de l'humanité se situait dans la démocratie libérale et l'économie de marché et que cette évolution vers la modernité était "inexorable".

Après la destruction des Twin Towers à Manhattan et d'une aile du Pentagone à Washington par des pirates de l'air se réclamant d'Al-Qaida, Samuel Huntington a fait le modeste : "*Les événements, a-t-il dit, donnent une certaine validité (à mes théories). Je préférerais qu'il en aille autrement.*" Fukuyama a adouci sa thèse sans cesser d'en défendre le bien-fondé. L'hyperterrorisme, comme l'appelle le politologue français François Heisbourg, ne représente pas, selon le professeur d'économie internationale à l'université Johns Hopkins de Washington, le choc de plusieurs civilisations, mais "*une succession d'actions d'arrière-garde contre la modernité*".

Affirmation qui soulève immédiatement la question de savoir si l'islam est, par nature, réfractaire à la modernité. C'est une des strates de lecture des attentats du 11 septembre 2001 qui ont animé les pages Débats du *Monde*. Certains auteurs ont pris des précautions infinies pour ne pas tomber sous le reproche d'envenimer le choc des civilisations et pour distinguer nettement entre les terroristes, les islamistes fondamentalistes et l'ensemble des musulmans, des précautions infinies qui faisaient penser parfois à la dénégation chez Freud.

La première réaction a été politique. L'expression : "*Nous sommes tous américains*" a cristallisé la sympathie et la solidarité spontanées d'une grande partie de l'humanité devant un crime inédit. Tout le monde, cependant, n'était pas d'accord. "*Dire que nous sommes tous des Américains est absolument faux. Nous sommes européens*", disait le polémologue Alain Joxe, signifiant ainsi que nous n'avions pas nécessairement les mêmes valeurs que les Américains et que nous les défendions autrement.

Dans la situation d'après-guerre froide où ils sont à la fois tout-puissants et vulnérables, les Etats-Unis ne peuvent pas ne pas riposter. Compte tenu de l'expérience, "*ils le feront probablement de la manière la moins bonne*", observait le politologue Pierre Hassner. Il n'avait pas tort. Le président Bush et ses conseillers néoconservateurs, qui tiennent alors le haut du

pavé à Washington, hésitent sur la première cible : l'Irak ou l'Afghanistan ? C'est l'Afghanistan des talibans qui est choisi. L'Irak de Saddam Hussein ne perdra rien pour attendre.

Bien que l'intervention ait lieu avec le soutien unanime de la communauté internationale, y compris la Russie, elle réveille la gauche pacifiste et altermondialiste. *"Deux crimes monstrueux ont marqué le début du nouveau millénaire : les attentats terroristes du 11-Septembre et la riposte à ces actions qui a sans doute fait beaucoup plus de victimes innocentes"*, écrit le linguiste américain Noam Chomsky. *"Nous sommes en train de devenir des criminels de guerre en Afghanistan"*, renchérit le journaliste britannique Robert Fisk.

D'ailleurs, si l'Amérique a été frappée, ne porte-t-elle pas une part de responsabilité, au moins indirecte ? La mondialisation de la terreur ne serait qu'une réponse à la mondialisation capitaliste. *"La violence prolifère sur l'inégalité et l'injustice, affirme Daniel Ben Saïd, entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, les hommes et les femmes."* La guerre des ethnies et des religions, le choc des barbaries, sont les substituts d'une lutte des classes qui a été niée ou refoulée.

L'islam serait-il le nouveau défi lancé à la démocratie ? Pour les tenants de la thèse d'un retour du danger totalitaire sous les traits du fondamentalisme islamique, la réponse ne fait pas de doute. On ne les rencontre pas seulement dans l'administration américaine. Des penseurs libéraux sont aussi tentés d'y succomber, de peur de reproduire les erreurs commises par de nombreux intellectuels de l'entre-deux-guerres et de souffrir de la même cécité que face au totalitarisme communiste.

Quelques mois après les attentats du 11-Septembre et la riposte en Afghanistan, des intellectuels américains, venus de différents horizons, signent une sorte de manifeste qui rappelle à la fois la coïncidence des valeurs américaines et des valeurs universelles, et les "nombreuses failles" séparant les idéaux des conduites politiques et sociales. *"Nous défendons des demi-vérités contre le mensonge total"*, explique Pierre Hassner citant Arthur Koestler à propos du communisme.

S'il y a une valeur universelle à la démocratie, elle ne réside pas dans la réalisation d'un absolu, mais, pour conclure avec la philosophe Myriam Revault d'Allonnes, dans *"la conscience critique qu'elle ne va pas sans ses revers "barbares", dans sa propre interrogation sur sa face sombre, sur la sauvagerie qui la menace du dedans"*.

**Daniel Vernet**

Article paru dans l'édition du 25.08.07

\*\*\*\*\*

## PHILOSOPHIE POLITIQUE

Chronique

### "Alliance" ou "choc" des civilisations ?, par Roger-Pol

#### Droit

LE MONDE | 15.05.08 |

Voilà un mot dont on use et abuse. Ici, on nous propose une *"politique de civilisation"* dont le contenu, pour l'instant, n'est pas commode à discerner. Là, on crie au *"choc des civilisations"* à propos de la moindre controverse. Au même moment, d'autres concoctent, pour conjurer l'affrontement, une hypothétique et incantatoire *"alliance des civilisations"*. Emerson, en 1911, trouvait déjà ce vocable bien vague. Il s'est émoussé depuis son invention, somme toute assez récente, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors qu'avant on parlait de *"civilité"*, d'adoucissement des moeurs ou d'urbanité l'époque des Lumières, en forgeant le mot *"civilisation"*, a voulu dire plus : processus en évolution constante, amélioration régulière des conditions de vie, progrès combinant accroissement des connaissances et perfectionnement moral. "La" civilisation se disait encore au singulier. C'était un idéal universel pour sortir du chaos, lequel se dénommait *"barbarie"*. Désormais, on parle au pluriel, ce qui change tout. "Les civilisations" - pratiquement synonyme de "cultures" - désignent les façons de vivre et de penser des groupes humains - coutumes, croyances, alimentation, habitat, langue, arts, etc.

Ces unités jugées distinctes, égales en dignité comme en complexité, finissent par être perçues comme des sortes d'individus. Un caractère leur est attribué, et même des intentions, et une volonté. Du coup, la question de leurs relations a fini par envahir les imaginations. Pour le pire comme pour le meilleur.

Le pire consiste à se demander, avec une croissante niaiserie, si l'on doit craindre *"choc"* ou espérer *"alliance"*. Cette idée du choc, déjà présente chez Corbin ou Braudel, a connu une nouvelle naissance en 1993 avec Samuel Huntington. Il en est resté, dans l'imaginaire collectif, l'épouvantail constitué par le cauchemar d'un affrontement bloc contre bloc, porteur d'une logique de guerre et d'un horizon sombre. Pour contrebalancer ces images, José Luis Zapatero, en 2004, après les attentats de Madrid, brandit l'étendard d'une *"alliance des civilisations"*. Si l'expression n'est pas des mieux choisies (on fait généralement alliance contre des ennemis), les intentions, reprises par un programme de l'ONU, sont généreuses : la paix plutôt que la guerre, la coopération et le respect plutôt que le conflit et la haine. Qui donc serait contre ?

Mais qui, par ailleurs, oserait prétendre qu'il y ait là un effort pour penser la réalité ? Le fait est : tant qu'on adhère à cette opposition (soit le choc, soit l'alliance), on ne pense rien. Parce qu'on se trouve ramené au niveau élémentaire de l'affect, qui réduit tout à des formulations simplistes : *"Les autres, tu les aimes ou tu les détestes ?"* Toute analyse s'évanouit. Restent des attitudes basiques : rejet contre accueil, hostilité contre attention. Ne demeurent aussi que des prédictions - *"la guerre viendra"*, *"la paix se fera"* - qui sont exposées, les unes comme les autres, à devenir des "prophéties autoréalisatrices" : en annonçant la guerre on la provoque, en projetant la paix on la bâtit.

Degré zéro de la réflexion, répétons-le. Comment ne pas remarquer, en effet, que les civilisations, en tout cas toutes les grandes que l'histoire permet de connaître, sont d'abord en conflit avec... elles-mêmes ! Où donc a-t-on vu des sociétés durablement sereines, lisses, unifiées, pacifiées ? Chocs internes, conflits intestins, déchirures multiples, n'est-ce pas leur lot habituel ? Surtout, comment ne pas voir qu'il n'y eut jamais, dans l'histoire, choc sans alliance ni alliance sans choc ? Les deux ne s'excluent pas nullement. Ils ne cessent, au contraire, de s'imbriquer.

Que l'on songe, par exemple, à ce que fut Alexandrie durant l'Antiquité. La coexistence et les échanges multiples entre héritiers de Platon, penseurs juifs, premiers chrétiens, parfois brahmanes venus de l'Inde, n'empêchent nullement qu'éclatent, à intervalles réguliers, des échauffourées qui laissent sur le sol quelques centaines de morts. Puis les échanges reprennent, jusqu'aux violences suivantes. Continûment, les grands carrefours d'échanges et de dialogues entre civilisations se sont constitués au sein des luttes. Ainsi l'admirable centre de traductions du sanskrit vers le chinois où s'illustre, au IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, le moine bouddhiste érudit Kumârajîva a-t-il pour arrière-plan rapt, saccages et violences. Les sept siècles de longue histoire d'Al-Andalûs, où se firent évidemment des rencontres capitales, sont tout sauf un long fleuve tranquille ! Musulmans, juifs, chrétiens y font tour à tour et la philosophie et la guerre. Conflits internes et violences sans nombre accompagnent là aussi l'élaboration des traductions, des commentaires et des traités.

Admettons-le : entre des cultures différentes, lorsqu'elles se rencontrent, surgissent aussi bien de la guerre que du métissage, de l'affrontement que des transferts, des bouffées de violence plutôt que des dialogues. Finalement, l'histoire ne donne pas d'exemple de lutte à mort qui ne s'accompagne d'une proximité, ni de fraternité vivante sans quelques cadavres à l'arrière-plan. Ce singulier entrelacs de chocs et d'alliances est certes déconcertant. Difficile à comprendre, rebelle aux explications toutes faites, qu'elles soient bardées de savoir, d'idéologie ou, cas le plus fâcheux, des deux à la fois. Rêver de guerre pure ou de paix sans nuages est certes plus simple. Plus tentant aussi. Mais c'est exactement le genre de tentations auquel il convient de résister. Du moins si l'on veut s'arrimer à la réalité.

**Article paru dans l'édition du 16.05.08**

\*\*\*\*\*

## **SOCIETE**

### **"Les relations entre les habitants des ghettos et la ville se dégradent"**

LE MONDE | 29.12.08 | 14h05 • Mis à jour le 29.12.08 | 14h05

Le ministère de l'intérieur s'attend à un 31 décembre agité dans les quartiers sensibles et les grandes agglomérations. 2 000 gendarmes et policiers supplémentaires *"renforceront les villes*

et banlieues (...) traditionnellement visées par les incendies de voiture", a annoncé Michèle Alliot-Marie, dimanche 28. Le climat est décrit comme "tendu" par tous les acteurs de la politique de la ville. Le sociologue Didier Lapeyronnie explique comment nombre de quartiers, partout en France, se sont transformés en ghettos ces dernières années.

**La recherche française a longtemps soutenu que les quartiers sensibles ne pouvaient être comparés aux ghettos américains. Dans votre ouvrage, Ghetto urbain (éd. Robert Laffont, 2008), vous reprenez ce terme. Pourquoi ?**

Il y a dix ans, je n'aurais pas parlé de ghettos parce que la seule concentration de populations pauvres ne fait pas un ghetto. Pour que se constitue un ghetto, il faut à la fois une fermeture d'un territoire vis-à-vis du reste de la société et la construction, dans cette cité, d'une contre-société ou d'un mode de vie particulier. Autrement dit, les ghettos se construisent autant par l'extérieur - cela correspond aux effets de la ségrégation sociale et raciale - que par l'intérieur - l'élaboration d'une organisation sociale qui permet de compenser un peu les blessures infligées par la société.

Depuis les années 1980, il ne fait aucun doute que les relations entre les habitants de ces territoires et le reste de la ville se dégradent. On constate aussi l'apparition d'une contre-société avec des habitants qui partagent la même expérience sociale, celle de la discrimination. Cela ne veut pas dire qu'en France le critère ethnique soit la principale clé de compréhension des ghettos. Mais l'expérience raciale, oui : le fait de se considérer relégué et abandonné, d'être obligé de vivre dans un espace non choisi, de se sentir victimes de la société et de ceux qu'ils désignent comme des "Français" ou des "Blancs" - les citoyens à part entière que les habitants des ghettos ne sont pas.

**Tous les quartiers sont-ils touchés ?**

Tous les quartiers populaires ne sont pas des ghettos. Mais il y a du ghetto dans beaucoup d'entre eux. Paradoxalement, ces phénomènes de ghettoïsation sont plus marqués en province que dans les régions auxquelles on pense habituellement, comme la Seine-Saint-Denis ou la banlieue lyonnaise. Dans des villes moyennes comme celle sur laquelle j'ai travaillé pendant quatre ans, dans l'ouest de la France, le niveau de chômage et l'enfermement social et ethnique m'apparaissent encore plus forts. On peut craindre qu'avec la crise actuelle les évolutions économiques y soient aussi plus brutales.

**Pourquoi la France a-t-elle du mal à reconnaître l'existence de ghettos ?**

Les acteurs, sur le terrain, n'ont pas de difficulté à utiliser le terme de ghetto. C'est parmi les élites que l'on rencontre le plus d'obstacles à reconnaître l'ampleur de la dégradation et du repli sur elles-mêmes de certaines populations. Dans le monde universitaire, il y a des choses qu'il ne faut pas dire. Sans doute parce que le terme renvoie à l'histoire juive ou à l'image des quartiers de Chicago. En arrière-plan, il y a toujours l'idée que le ghetto est forcément

communautaire, c'est-à-dire fondé sur une culture spécifique, homogène. Pourtant, le ghetto urbain est tout le contraire de la communauté. Cette réticence vient aussi, sans doute, de la difficulté à remettre en cause l'idéologie et le modèle républicain français.

**Vous faites un lien entre l'existence de ces ghettos et la détérioration des rapports hommes-femmes. Pourquoi ?**

Les questions sexuelles et raciales sont complètement imbriquées et se nourrissent les unes les autres. Aujourd'hui, en France, la féminité permet en effet d'échapper au racisme, au moins en partie. Lorsqu'on interroge des filles, elles disent souvent : *"Avec une minijupe et les cheveux lisses, je rentre partout."* De leur côté, les garçons nous racontent que les filles peuvent entrer en boîte de nuit mais pas eux. Cette expérience se traduit par un profond sentiment d'humiliation pour les hommes qui perçoivent l'émancipation des femmes comme une démonstration supplémentaire de leur relégation, et la "féminité" comme une trahison. Du coup, ils tendent à se replier sur les modes sociaux traditionnels, sur les rôles familiaux rigides où chacun a une place prédéfinie. On les voit ainsi se crispier autour de la définition de la masculinité la plus paternelle et la plus virile pour défendre leur place.

Au final, tout cela renvoie à la nature profonde du ghetto, enfermement subi mais aussi mode de protection vis-à-vis d'une société qui exclut ses habitants. Le ghetto est donc un univers de stéréotypes d'où chacun cherche à s'échapper mais dont tout le monde est complice.

**Propos recueillis par Luc Bronner**